

◆ MOOC

JUSTICE CLIMATIQUE JUSTICE ÉCONOMIQUE JUSTICE SOCIALE

Pour l'Afrique de l'Ouest Francophone

JusticeClimatique

JusticeÉconomique

JusticeSociale

DroitsHumains

AfriqueOuest

ActionClimat

ÉconomieÉquitable

DroitsDesFemmes

InclusionSociale

PlaidoyerCitoyen

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

SOMMAIRE



I. JUSTICE CLIMATIQUE

- 1.1 Changements climatiques : impacts en Afrique de l'Ouest p.8
- 1.2 Communautés vulnérables et justice climatique p.9
- 1.3 Désertification, déforestation, agriculture et migration p.10
- 1.4 Risques climatiques, systèmes de santé et accès à l'eau p.11-12
- 1.5 Cadres juridiques et initiatives citoyennes p.13-14



II. JUSTICE ÉCONOMIQUE

- 2.1 Disparités économiques et accès aux ressources p.16
- 2.2 Inclusion financière et droits économiques des femmes p.17
- 2.3 Agriculture, ressources naturelles et accès à la terre p.18-19
- 2.4 Secteur informel, travail décent et protection sociale p.20

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Pourquoi ce MOOC pour l'Afrique de l'Ouest Francophone ?

L'Afrique de l'Ouest francophone fait face à des défis interconnectés qui nécessitent une approche holistique :

- **Vulnérabilité climatique accrue** : désertification, inondations et sécheresses impactant directement les communautés
- **Inégalités économiques persistantes** : accès limité aux ressources, extraction non équitable des richesses naturelles
- **Fragilités sociales** : défis d'inclusion, droits des femmes, protection des groupes marginalisés
- **Interdépendance des enjeux** : la crise climatique renforce les inégalités économiques et les injustices sociales

Objectifs pédagogiques



Comprendre

Les fondements théoriques et pratiques des trois justices et leur application au contexte ouest-africain



Outiller

Doter les acteurs locaux de méthodes et ressources pour le plaidoyer, la mobilisation et l'action collective

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ



Connecter

Définitions : Justice climatique, économique et sociale

Comprendre les trois piliers et leurs interconnexions en Afrique de l'Ouest Francophone



Justice Climatique

Distribution équitable des impacts climatiques et reconnaissance des vulnérabilités différenciées.

En Afrique de l'Ouest

- Adaptation aux sécheresses récurrentes
- Gestion des inondations côtières
- Accès aux financements climatiques



Justice Économique

Répartition équitable des ressources garantissant des moyens de subsistance dignes pour tous.

En Afrique de l'Ouest

- Accès juste aux ressources naturelles
- Inclusion financière des zones rurales
- Droits fonciers communautaires



Justice Sociale

Reconnaissance égalitaire des droits et lutte contre les discriminations et inégalités sociales.

En Afrique de l'Ouest

- Égalité de genre et droits des femmes
- Accès à l'éducation et à la santé
- Protection des groupes marginalisés

Interconnexions dans le contexte ouest-africain



Climat → Économie : Les sécheresses fragilisent les économies locales.



Économie → Social : Les inégalités d'accès limitent la résilience communautaire.



Social → Climat : L'exclusion empêche la participation aux solutions climatiques.

La convergence de ces trois justices est essentielle pour le développement durable de l'Afrique de l'Ouest Francophone où les défis climatiques, économiques et sociaux sont profondément interconnectés.

Origines et fondements des trois justices

Évolution historique et mouvements de lutte en Afrique de l'Ouest Francophone



Justice Climatique

- **1992** : Sommet de Rio - Premier cadre international
- **2009** : Déclaration de Bamako - Voix africaine
- **2015** : Accord de Paris - Vulnérabilités africaines



Justice Économique

- **1960s** : Indépendances - Souveraineté économique
- **1980s** : Critique des plans d'ajustement structurel
- **1994** : Dévaluation Franc CFA - Mobilisations



Justice Sociale

- **1970s** : Premiers mouvements féministes structurés
- **1990s** : Démocratisation et pluralisme politique
- **2010+** : Y'en a Marre et mobilisations citoyennes

Mouvements panafricains majeurs

- 🌿 **African Climate Justice Alliance** : Coalition de 1000+ organisations
- ⚖️ **Tax Justice Network Africa** : Systèmes fiscaux équitables

Focus Afrique de l'Ouest Francophone

- 💧 **Coalition Eau Climat** (Burkina, Mali, Niger) : Ressources hydriques
- ♀️ **RAFAO** : Convergence des luttes sociales et climatiques

Figures emblématiques ouest-africaines

- ★ **Aminata Traoré (Mali)** : Critique du néolibéralisme
- ★ **Fadel Barro (Sénégal)** : Co-fondateur Y'en a Marre
- ★ **Nnimmo Bassey (Nigeria)** : Militant écologiste

Liens entre climat, économie et société

Schéma d'interdépendance avec focus sur l'Afrique de l'Ouest Francophone



→ Climat → Économie & Société

Sécheresses au **Sahel**: destruction de 80% des cultures, migrations forcées.

Ex: Réduction Lac Tchad: 30M personnes affectées (Niger, Nigeria).

→ Économie → Climat & Société

Mines au **Burkina Faso** et **Mali**: pollution d'eau, réduction terres agricoles.

Ex: Kédougou (Sénégal): 60% sources d'eau contaminées.

→ Société → Climat & Économie

Inégalités: femmes en Côte d'Ivoire possèdent <15% terres, limitant diversification agricole.

Ex: Projets énergie avec femmes au Togo: +60% durabilité.

Exemple: Delta du Niger

Climat: Montée eaux 23cm depuis 1950, inondations (Bénin-Sénégal).

Économie: Pertes 15Mds FCFA/an, infrastructures détruites.

Société: 850,000 déplacés, tensions communautaires.

L'approche intégrée est fondamentale pour un développement durable et équitable en Afrique de l'Ouest.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Section I – Justice climatique : Introduction

Définition, contexte africain, climat et vulnérabilité régionale en Afrique de l'Ouest francophone



Définition

La justice climatique reconnaît que les changements climatiques ont des impacts **disproportionnés** sur certaines communautés.

Elle vise une **répartition équitable** des responsabilités et des coûts d'adaptation.

« La justice climatique lie les droits humains et le développement pour protéger les plus vulnérables. »



Contexte africain

- L'Afrique est responsable de **moins de 4%** des émissions mais subit les impacts les plus sévères
- Augmentation des températures **1,5 fois plus rapide** que la moyenne mondiale
- Financement climatique insuffisant: seulement **3% du financement mondial**



Vulnérabilité en Afrique de l'Ouest

Sahel

Désertification, précipitations imprévisibles, crises pastorales

Zones côtières

Érosion, inondations, intrusion d'eau salée (Sénégal, Bénin, Togo)

Agriculture

77% pluviale, baisse des rendements de 10-25% d'ici 2050

Enjeux prioritaires pour l'Afrique de l'Ouest Francophone



Accès à l'eau : Gestion des ressources hydriques transfrontalières



Agriculture résiliente : Adaptation des pratiques agricoles



Urbanisation : Planification urbaine adaptée (Dakar, Abidjan)



Inclusion : Participation des femmes et jeunes

"La justice climatique est indissociable du développement durable en Afrique de l'Ouest où les communautés les plus marginalisées sont les

Changements climatiques : Impacts en Afrique de l'Ouest

Données régionales et conséquences documentées



+1,5°C

Réchauffement observé
(> moyenne mondiale)



-20%

Précipitations au Sahel depuis 1970



+40%

Inondations côtières depuis 2000



32,4M

Personnes en insécurité alimentaire
(2023)

Zones vulnérables

Sahel: Sécheresse

Côtes: Inondations

Principaux impacts documentés

Sécheresses

- Avancée du désert: 5km/an
- -25% rendements agricoles
- 2,1M ha terres perdues

Inondations

- +175% événements extrêmes
- 3,4M personnes affectées
- Érosion côtière: 1-2m/an

Insécurité alimentaire

- -15% productivité agricole
- +40% prix denrées base
- 2,7M enfants malnutris

Études de cas

Niger: Sécheresse

Tillabéri: Cycles 2020-2022 ont réduit rendements de 60%, forçant 480 000 personnes à migrer. 78% des points d'eau traditionnels taris.

Sénégal: Inondations

Dakar/Saint-Louis: 45 000 ménages affectés (2022). L'élévation marine menace 70% des infrastructures côtières d'ici 2035.

Mali/Burkina: Famine

Liptako-Gourma: Production céréalière -30%. 4,8M personnes nécessitent aide alimentaire d'urgence en 2023.

Communautés vulnérables et justice climatique

Impact différencié selon le genre, la jeunesse et les populations rurales en Afrique de l'Ouest

La justice climatique reconnaît que certains groupes sociaux sont plus exposés aux effets néfastes du changement climatique en raison de vulnérabilités préexistantes, particulièrement en Afrique de l'Ouest.



Femmes et genre

Les femmes subissent disproportionnellement les effets des sécheresses et inondations.

- 80% de l'agriculture de subsistance
- Temps de collecte d'eau (2-4h/jour)
- Risques lors des déplacements climatiques



Jeunesse

La jeunesse ouest-africaine face à un avenir incertain dans un climat changeant.

- Abandon scolaire pendant les crises
- Migration forcée vers les villes
- Chômage aggravé par la dégradation



Populations rurales

Les communautés rurales en première ligne face aux bouleversements climatiques.

- Dépendance à l'agriculture pluviale
- Accès limité aux systèmes d'alerte
- Éloignement des services d'urgence

📍 Sénégal : Delta du Saloum

Les femmes pêcheuses voient leurs moyens de subsistance menacés par l'élévation du niveau de la mer. Les coopératives féminines développent des techniques d'adaptation avec l'appui d'ONG locales.

📍 Burkina Faso : Plateau central

Face aux sécheresses, des jeunes agriculteurs ont formé des brigades d'innovation climatique, combinant savoirs ancestraux et technologies modernes. Plus de 3000 hectares restaurés depuis 2018.

Recommandations pour l'action

✅ **Inclusion** : Garantir la participation des groupes vulnérables dans les politiques climatiques

✅ **Financement** : Orienter les fonds vers les femmes et jeunes ruraux

✅ **Savoir** : Valoriser les connaissances traditionnelles

Désertification, déforestation, agriculture et migration

Études de cas sur le lien entre dégradation environnementale et migration forcée en Afrique de l'Ouest



Dégradation environnementale et mobilité

80% de la population ouest-africaine dépend des ressources naturelles

La désertification affecte près de **6 millions d'hectares** chaque année, détruisant les moyens de subsistance agricoles.

Désertification : Expansion du Sahara de 48km vers le sud depuis 1950

Déforestation : 90% des forêts perdues dans certaines zones côtières

Migration : 28 millions de déplacés environnementaux prévus d'ici 2050

Niger : "Champs de migrants"

 Régions de Tillabéri et Tahoua

Face à l'avancée des dunes (15-20m/an), 70% des jeunes hommes migrent saisonnièrement vers les zones urbaines.

- Terres agricoles réduites de 30%
- Initiative "Grande Muraille Verte"

Sénégal : Casamance

 Régions de Kolda et Sédhiou

La déforestation pour l'arachide a transformé le "grenier du Sénégal" en zone de migration.

- 40% du couvert forestier perdu depuis 1990
- Programme "Wula Nafaa"

Burkina Faso : Innovation contre l'exode rural

 Plateau central et région du Nord

La technique du "zaï" (trous de semis) et des diguettes en pierre ont permis la récupération de plus de 300,000 hectares de terres dégradées.

"Nous avons réussi à faire revenir plus de 100 familles qui avaient quitté le village." - Ibrahim Ouédraogo

Impacts positifs :

- +40% de rendement agricole
- Réduction de 35% des départs
- Autonomisation des femmes

 La lutte contre la dégradation environnementale est indissociable de la justice climatique et économique.

Risques climatiques et systèmes de santé

Impacts de la crise climatique sur la santé en Afrique de l'Ouest



Maladies hydriques

Inondations et contamination des sources d'eau amplifient les maladies hydriques.

- +40% de cas de choléra depuis 2015
- Recrudescence de dysenterie

Sénégal

Bénin



Maladies vectorielles

Le réchauffement modifie la répartition des moustiques et l'incidence du paludisme.

- Extension des zones paludiques
- Saison de transmission +2-3 mois

Mali

Burkina



Malnutrition climatique

Sécheresses et inondations impactent la production agricole et la sécurité alimentaire.

- 27% des enfants <5 ans touchés
- Rendements agricoles -10-25%

Niger

Mali



Accès à l'eau potable

Impacts des changements climatiques:

- 40% sans accès à l'eau potable
- Assèchement des puits traditionnels
- Conflits d'usage (agriculture/consommation)

+15%

Temps de collecte d'eau

-30%

Débit des cours d'eau

+35%

Prix en saison sèche

Stratégies d'adaptation



Centres de santé climatique :

Intégration des alertes météo (Sénégal)



Réfrigération solaire :

Conservation des vaccins (Mali)



Filtres communautaires :

Traitement de l'eau (Bénin)



Jardins nutritifs : Cultures résistantes (Niger)

"La fréquence des maladies diarrhéiques a doublé depuis que nos puits sont régulièrement inondés pendant la saison des pluies."

– Association des femmes du delta, Niger

La justice climatique implique de reconnaître la vulnérabilité accrue des systèmes de santé ouest-africains et d'investir dans des solutions d'adaptation qui renforcent la résilience sanitaire des communautés les plus exposées. Ce projet est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Cadre juridique et politique de la justice climatique

Normes internationales, régionales et politiques nationales des pays ouest-africains francophones



Cadres internationaux

- ✓ **Accord de Paris (2015)** : Limitation réchauffement à 1,5°C
- ✓ **CCNUCC (1992)** : Principes de base de l'action climatique
- ✓ **Fonds Vert pour le Climat** : Soutien aux pays vulnérables

Défis régionaux : Accès inégal aux financements et capacités limitées



Cadres régionaux

- ✓ **Stratégie Climat CEDEAO** : Adaptation et atténuation
- ✓ **CILSS** : Lutte contre la Sécheresse au Sahel
- ✓ **Initiative Grande Muraille Verte** : Lutte contre la désertification

Défis : Coordination limitée et manque de ressources pour la mise en œuvre

Politiques nationales ouest-africaines



Contributions Déterminées (CDN)

Ambitions et capacités variables selon les pays



Plans d'Adaptation (PNA)

Burkina Faso, Sénégal et Togo en tête



Cadres juridiques

Lois climatiques encore limitées

 Bénin

 Burkina Faso

 Côte d'Ivoire

 Guinée

 Mali

 Niger

 Sénégal

 Togo

Enjeux de mise en œuvre pour les activistes et ONG

**Défis** : Financement insuffisant, faible capacité institutionnelle, coordination limitée, absence de mécanismes de surveillance

**Opportunités** : Plaidoyer pour des budgets équitables, observation citoyenne, participation communautaire, coalitions régionales

Initiatives citoyennes et innovations locales

Exemples concrets d'adaptation menés par les acteurs locaux en Afrique de l'Ouest



Initiatives des ONG

ENDA Energie (Sénégal) : Foyers améliorés réduisant de 50% la consommation de bois

SOS Sahel (Burkina) : Restauration des sols pour 15 000 agriculteurs

CARI (Niger) : Systèmes d'irrigation économisant 70% d'eau



Mouvements de jeunes

YVE (Togo) : Reforestation avec 50 000 arbres plantés

Fridays For Future (Mali) : Protection du fleuve Niger

EcoGuards (Côte d'Ivoire) : Surveillance des forêts via apps



Initiatives féminines

REFACOF (Bénin) : Coopératives de transformation forestière

Les Baobabs (Sénégal) : Banques de semences résistantes

Femmes Rurales (Guinée) : Système d'alerte communautaire



Étude de cas : Grande Muraille Verte

Initiative panafricaine transformée en mouvement citoyen combinant :

- Conservation des sols par techniques traditionnelles
- Agroforesterie adaptative (cultures + arbres natifs)
- Gouvernance inclusive impliquant femmes et jeunes

Plus de 500 communautés mobilisées, 4 millions d'hectares restaurés

INNOVATION DIGITALE

Monitoring participatif via smartphones permettant la cartographie des zones restaurées

IMPACT MESURABLE

Rendements agricoles +40%, migration environnementale -35%



Approches communautaires plus durables



Valorisation des savoirs traditionnels



Combinaison climat-économie-social essentielle

Cas d'étude : Luttres pour l'accès à l'eau

Mobilisation civile pour l'accès à l'eau potable en Afrique de l'Ouest

Burkina Faso Projet Ziga Problématique Accès inégal à l'eau potable à Ouagadougou (35% des quartiers périphériques sans eau courante). Actions - Coalition de 18 associations de quartiers - Forums citoyens sur l'eau (2019-2021) Résultats Extension du réseau à 12 nouveaux quartiers et comité de supervision citoyen.	Sénégal Mobilisation contre SDE/SUEZ Problématique Hausse des tarifs suite à la privatisation (+17% en 3 ans) et coupures fréquentes. Actions - Collectif "L'Eau est un Droit" (24 organisations) - Campagne "Ndox Moy Dundé" (L'eau c'est la vie) - Litige stratégique devant la Cour Suprême Résultats Révision du contrat et tarif social pour les quartiers vulnérables.	Mali Gestion du fleuve Niger Problématique Conflits d'usage entre agriculture, pêche et besoins domestiques. Pollution industrielle. Actions - Coordination des Usagers du Fleuve Niger - Parlement local de l'eau à Ségou (2018) - Mobilisation des femmes de Koulikoro Résultats Charte locale de l'eau et inclusion dans l'Autorité du Bassin du Niger.
Leçons pour la mobilisation civile ✓ Coalitions diversifiées : L'alliance entre organisations urbaines et rurales renforce l'influence. ✓ Documentation : La collecte citoyenne de données légitime les revendications. ✓ Approche juridique : Combiner mobilisation et recours juridiques amplifie l'impact.		

*"L'eau n'est pas un privilège mais un droit fondamental. Sa gestion équitable est au cœur des luttes pour la justice climatique et sociale."
- Déclaration commune des mouvements ouest-africains pour l'eau, Forum Social Africain 2022*

Section II – Justice économique : Introduction

Définition, contexte et enjeux spécifiques en Afrique de l'Ouest Francophone



Définition de la Justice Économique

La justice économique vise à assurer une répartition équitable des richesses, des ressources et des opportunités économiques au sein d'une société. Elle implique des systèmes où chaque individu a un accès équitable aux moyens de production, aux services financiers et à une rémunération juste de son travail.

En Afrique de l'Ouest, elle se traduit par la recherche d'un modèle de développement inclusif qui répond aux besoins des populations marginalisées tout en valorisant les ressources du territoire.

Enjeux spécifiques en Afrique de l'Ouest Francophone

Pauvreté et inégalités

- Concentration des richesses dans les capitales et zones d'extraction de ressources
- Inégalités d'accès aux services publics entre zones urbaines et rurales
- Disparités économiques liées au genre, à l'âge et à l'appartenance ethnique
- Prévalence de l'extrême pauvreté malgré des ressources naturelles abondantes

Emploi et secteur informel

- Prépondérance du secteur informel (70-80% de l'emploi total)
- Absence de protection sociale pour la majorité des travailleurs
- Chômage des jeunes et exode rural massif
- Conditions de travail précaires et exploitation de main d'œuvre

Fiscalité et gouvernance économique

- Faible mobilisation des ressources fiscales nationales
- Évasion fiscale et flux financiers illicites
- Dépendance aux industries extractives et volatilité des revenus
- Corruption et détournement des ressources publiques

Défis structurels régionaux

- Faible diversification économique et dépendance aux importations
- Infrastructures insuffisantes (énergie, transport, numérique)
- Vulnérabilité aux chocs exogènes (climat, pandémies, marchés)
- Asymétries dans les accords commerciaux internationaux

42%

de la population vit sous le seuil de pauvreté en Afrique de l'Ouest

80%

des travailleurs évoluent dans le secteur informel sans protection sociale

60%

des jeunes diplômés sont sans emploi ou en situation de sous-emploi

15%

taux moyen de collecte fiscale (vs 34% dans les pays développés)

L'atteinte de la justice économique en Afrique de l'Ouest requiert des approches multidimensionnelles qui reconnaissent les défis spécifiques de la région tout en valorisant ses potentialités. Les pages suivantes exploreront chaque enjeu en détail avec des exemples de mobilisations citoyennes et d'alternatives.

Disparités économiques et accès aux ressources

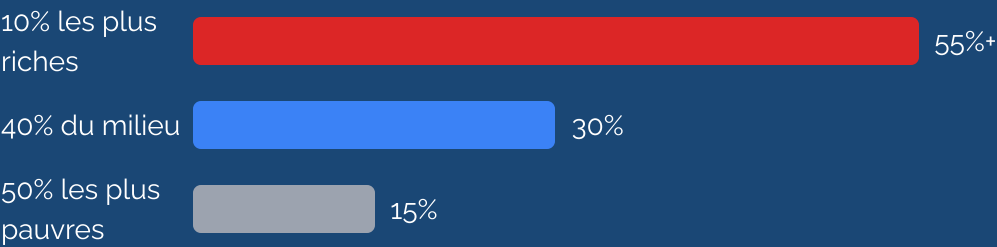
Analyse des inégalités économiques et d'accès aux ressources en Afrique de l'Ouest Francophone



Répartition des richesses

En Afrique de l'Ouest francophone, les 10% les plus riches possèdent en moyenne plus de 55% des richesses nationales, tandis que les 50% les plus pauvres se partagent moins de 15%.

Répartition de la richesse (moyennes régionales)



Facteurs aggravants

- Régimes fiscaux régressifs favorisant les plus aisés
- Faible redistribution des revenus nationaux
- Inflation impactant davantage les plus vulnérables
- Accès inégal au crédit et aux services financiers



Industries extractives

Les industries extractives représentent jusqu'à 70% des exportations de certains pays, mais génèrent moins de 5% des emplois formels locaux.

Ressources principales

- Or (Mali, Burkina Faso)
- Pétrole (Niger, Côte d'Ivoire)
- Uranium (Niger)
- Bauxite (Guinée)
- Phosphates (Togo, Sénégal)

Problématiques

- Contrats d'extraction déséquilibrés
- Évasion fiscale et corruption
- Impacts environnementaux non compensés
- Déplacement forcé des communautés

"Les communautés locales supportent les coûts environnementaux et sociaux de l'extraction, mais reçoivent rarement une part équitable des bénéfices générés."



Inégalités régionales et urbaines

Fracture urbain-rural

- Taux de pauvreté 2 à 3 fois plus élevé en zones rurales
- 70% des infrastructures concentrées dans les capitales
- Accès à l'électricité: 85% en zones urbaines vs. 22% en zones rurales

Accès aux services essentiels

- Éducation: disparités marquées dans la qualité et l'accès
- Santé: 75% des centres médicaux en zones urbaines
- Internet: fracture numérique avec 85% des connexions en zones urbaines

Cas d'étude: Sénégal

- Dakar concentre 80% des activités économiques
- Régions orientales: 3× plus de pauvreté que l'Ouest
- Casamance: isolation économique malgré ressources agricoles
- Initiative "Pôles de développement" pour rééquilibrer

Pour une justice économique en Afrique de l'Ouest: transparence des industries extractives, redistribution équitable, et rééquilibrage territorial des investissements publics.

Inclusion financière et droits économiques des femmes

Accès aux ressources financières pour les femmes et groupes marginalisés en Afrique de l'Ouest Francophone



Défis spécifiques

- Barrières juridiques et coutumières limitant l'accès à la propriété et aux héritages (Bénin, Mali, Niger)
- Manque de garanties et de documents d'identité formels (42% des femmes en zone rurale)
- Taux d'analphabétisme élevé parmi les femmes rurales (jusqu'à 70% dans certaines régions)
- Faible autonomie décisionnelle concernant l'utilisation des ressources familiales
- Discrimination dans l'accès aux crédits de production agricole et d'investissement

Initiatives innovantes

Tontines numériques (Sénégal, Côte d'Ivoire)

Adaptation des systèmes rotatifs d'épargne traditionnels aux plateformes mobiles, permettant aux groupements féminins d'accéder à des microcrédits sans garantie formelle.

Fonds FORCE (Burkina Faso)

Fonds pour les Organisations Rurales et la Création d'Entreprises par les femmes, avec 65% des financements dirigés vers les zones rurales isolées.

AfricInvest Femmes (Régional)

Fonds d'investissement spécifiquement dédié aux entreprises dirigées par des femmes dans les secteurs à fort potentiel (agriculture, technologies, artisanat).

38%

des femmes en Afrique de l'Ouest ont un compte bancaire (vs 54% des hommes)

15%

seulement des crédits agricoles sont accordés aux femmes rurales

65%

des PME dirigées par des femmes n'ont pas accès au financement formel

2.5×

plus de revenus générés quand les femmes ont un accès équitable aux ressources productives

Stratégies d'autonomisation financière

📱 **Services financiers mobiles** adaptés aux besoins spécifiques des femmes (Niger, Mali)

👥 **Groupements d'épargne** pour faciliter l'accès au crédit collectif (Sénégal, Togo)

🎓 **Éducation financière** ciblée dans les langues locales (Burkina, Guinée)

⚖️ **Réformes juridiques** sur l'accès à la propriété et l'héritage (Côte d'Ivoire)

Cas d'étude : COFINA (Sénégal)

Programme "Jigeeen Ñi" qui a permis à plus de 15 000 femmes entrepreneures d'accéder à des microcrédits adaptés, avec un taux de remboursement de 98% et une amélioration moyenne des revenus de 40% après 18 mois.

"L'inclusion financière des femmes n'est pas seulement une question de justice économique, mais un impératif pour le développement durable de l'Afrique de l'Ouest." — Rapport BCEAO 2023

Objectifs de la justice économique pour les femmes

- ✓ Réduction des discriminations dans l'accès au crédit et à l'épargne
- ✓ Renforcement des capacités entrepreneuriales et financières des femmes
- ✓ Promotion de politiques fiscales sensibles au genre
- ✓ Reconnaissance et valorisation du travail non rémunéré des femmes

Agriculture, ressources naturelles et justice économique

Enjeux agricoles, fonciers et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest Francophone



Enjeux agricoles régionaux

- **Dépendance climatique** : 60-80% de la population active dans l'agriculture pluviale
- **Faible productivité** : Rendements céréaliers 1,2 tonne/hectare contre 3,5 en moyenne mondiale
- **Accès limité aux intrants** : Moins de 20% des agriculteurs ont accès aux semences améliorées
- **Chocs climatiques** : Pertes de récoltes fréquentes affectant la sécurité alimentaire



Droits fonciers et accès à la terre

- **Tensions systèmes coutumier/moderne** : Confusion juridique sur la propriété
- **Accaparement des terres** : 10+ millions d'hectares acquis par investisseurs étrangers depuis 2008
- **Exclusion des femmes** : Moins de 15% des terres détenues par des femmes malgré leur rôle central



Conflits d'usage des ressources

Éleveurs vs. agriculteurs

Conflits récurrents dans la ceinture sahélienne (Mali, Burkina Faso, Niger) autour des couloirs de transhumance et points d'eau partagés

Industries extractives vs. communautés

Pollutions et déplacements au Ghana (or), Niger (uranium) et Côte d'Ivoire (pétrole) sans compensation adéquate

Pêche industrielle vs. artisanale

Surpêche au Sénégal et en Guinée affectant la subsistance de 12+ millions de personnes



Sécurité alimentaire

En Afrique de l'Ouest, 27 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë en 2023 (RPCA)

Initiatives de justice économique

- **Burkina Faso** : Système participatif de certification des semences locales
- **Sénégal** : Zones dédiées à l'agriculture familiale (LOASP)
- **Mali** : Organisations paysannes pour la commercialisation collective
- **Bénin** : Coopératives de transformation agro-alimentaire gérées par des femmes

Vers une justice économique agricole

“ La justice économique dans l'agriculture ouest-africaine exige une transformation des systèmes de production, d'accès aux ressources et de gouvernance foncière qui reconnaisse les droits des communautés et garantisse la souveraineté alimentaire. ”



Réformes foncières inclusives



Mécanismes de dialogue agriculteurs-éleveurs



Agroécologie et savoirs traditionnels



Chaînes de valeur équitables

Cas d'étude : Paysannerie, accès à la terre et politique foncière

Réformes foncières et mobilisation des agriculteurs en Afrique de l'Ouest



Enjeux fonciers en Afrique de l'Ouest

L'accès équitable à la terre est un défi majeur pour la justice économique dans la région où **60-80% de la population** dépend de l'agriculture. Les systèmes fonciers traditionnels se heurtent aux réformes modernes, souvent au détriment des petits agriculteurs.

Sénégal

Réforme foncière participative

- Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal (CRAFS)
- Mobilisation contre l'accaparement des terres (2012-2022)
- Restitution de 10 000 hectares aux communautés locales

"La terre appartient à celui qui la travaille" - Slogan de la mobilisation paysanne sénégalaise

Burkina Faso

Sécurisation foncière rurale

- Loi 034-2009 sur le foncier rural et commissions villageoises
- Délivrance d'attestations de possession foncière rurale (APFR)
- Protection des droits coutumiers tout en facilitant l'investissement

Plus de 15 000 certificats fonciers délivrés dans les zones pilotes depuis 2009

Mali

Convergence des Luites pour la Terre et l'Eau

- Coalition CMAT d'organisations paysannes contre les accaparements
- Documentation des conflits et plaidoyer politique
- Attention particulière aux droits des agricultrices et femmes rurales

La CMAT a contribué à la reconnaissance de l'agriculture familiale dans la loi d'orientation agricole

Stratégies pour la justice foncière



Mobilisation collective coordonnée des organisations paysannes pour influencer les politiques foncières nationales



Documentation rigoureuse des systèmes traditionnels de gestion et des violations de droits fonciers



Inclusion et leadership des femmes, souvent exclues des droits fonciers, au cœur des processus de réforme

Ces cas d'étude montrent que la mobilisation locale peut contrer efficacement les projets d'accaparement des terres et influencer les politiques foncières nationales. Les ONG et activistes doivent renforcer les alliances entre mouvements paysans et urbains.

Secteur informel, travail décent et protection sociale

Poids économique, défis de la précarité et initiatives des travailleurs en Afrique de l'Ouest



Poids du secteur informel

85%

des emplois en Afrique de l'Ouest sont informels

60%

du PIB régional généré par l'économie informelle

Secteurs prédominants

- Commerce de détail et marchés (70% des femmes actives)
- Agriculture et pêche artisanale
- Artisanat et petite manufacture
- Transport et services aux particuliers

Vulnérabilité économique

Absence de protection sociale



Précarité de l'emploi



Revenus instables



Initiatives des travailleurs

Coopératives

Les vendeurs des marchés à Dakar et Abidjan créent des coopératives d'épargne et de crédit autogérées pour financer la protection sociale.

Mutualisation

Les artisans du Burkina Faso et du Niger développent des mutuelles de santé communautaires adaptées à leurs revenus fluctuants.

Plaidoyer

Les associations de chauffeurs de taxi-moto ("zemidjan") au Bénin et au Togo négocient des statuts semi-formels avec les autorités locales.

Innovation sociale

Les agricultrices du Sénégal créent des systèmes de garde d'enfants communautaires pour faciliter le travail des mères.

Cas d'étude : FENATRACI (Côte d'Ivoire)

La Fédération Nationale des Travailleurs du Commerce Informel a réussi à négocier avec le gouvernement ivoirien un système de protection sociale adapté permettant:



Accès aux soins de santé basiques



Congés maternité pour vendeuses



Épargne-retraite accessible

Vers un travail décent en contexte informel



Reconnaissance légale

Statuts simplifiés pour micro-entrepreneurs



Protection sociale adaptée

Mécanismes flexibles de cotisation



Inclusion financière

Microfinance et services mobiles



Organisation collective

Syndicats et coopératives adaptées

Politiques publiques, fiscalité et lutte contre la corruption

Analyse critique de l'allocation budgétaire et de la transparence en Afrique de l'Ouest



Politiques fiscales et redistributives

L'analyse des systèmes fiscaux ouest-africains révèle des faiblesses structurelles qui limitent la mobilisation des ressources domestiques.

Défis actuels

- Prédominance des taxes indirectes (TVA) qui pèsent davantage sur les populations vulnérables
- Exonérations fiscales massives aux industries extractives (jusqu'à 5% du PIB dans certains pays)
- Faible imposition des hauts revenus et du patrimoine (1-2% seulement des recettes fiscales)
- Évasion fiscale et flux financiers illicites estimés à 50 milliards USD/an pour l'Afrique de l'Ouest



Transparence et lutte anti-corruption

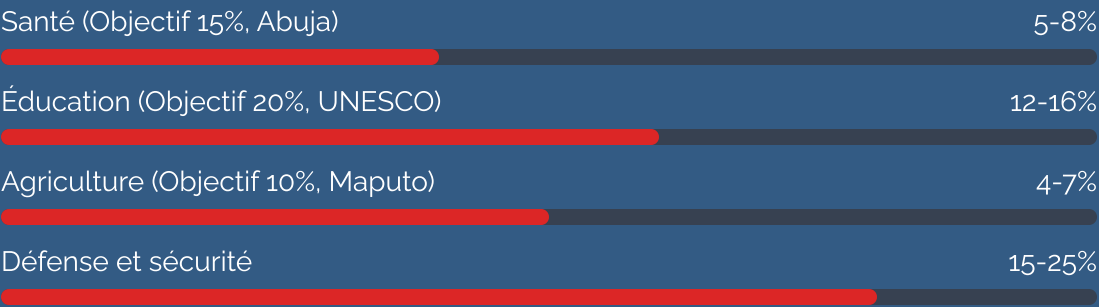
La corruption systémique détourne une part importante des ressources publiques destinées au développement.

Impacts économiques et sociaux

- 10-30% des budgets d'investissements publics perdus dans la corruption (OCDE)
- Augmentation des coûts des services essentiels de 30-50% pour les citoyens
- Détérioration de la confiance dans les institutions (20% seulement de confiance selon Afrobaromètre)
- Diminution de l'investissement étranger et domestique de 15-25%

Allocation budgétaire critique

Écarts entre engagements internationaux et réalité des dépenses publiques (% du budget):



Initiatives prometteuses

Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE)

Mise en œuvre au Ghana, Burkina Faso et Sénégal avec publication des contrats miniers et pétroliers. Amélioration de 30% des recettes déclarées.

Numérisation des paiements

Réduction de 25-40% des fuites budgétaires au Ghana et au Sénégal grâce aux systèmes intégrés de gestion financière.

Budgets participatifs locaux

Expériences réussies au Bénin et au Burkina Faso permettant aux citoyens de décider l'allocation de 5-10% des budgets municipaux.

Open Gov West Africa

Coalition d'OSC dans 8 pays francophones pour le suivi citoyen des finances publiques et l'analyse des lois de finances.

“ Une justice économique véritable en Afrique de l'Ouest exige une transformation fondamentale des systèmes fiscaux et budgétaires, couplée à une lutte déterminée contre la corruption à tous les niveaux. ”

Commerce équitable et économie solidaire

Initiatives transformatrices pour une économie juste et inclusive en Afrique de l'Ouest



Principes du commerce équitable

Le commerce équitable garantit des conditions commerciales justes et des pratiques durables pour les producteurs marginalisés.

Principes économiques

- Prix juste et prime de développement
- Préfinancement des commandes
- Relations commerciales durables
- Traçabilité de la chaîne de valeur

Principes sociaux

- Conditions de travail décentes
- Non-discrimination et égalité de genre
- Interdiction du travail des enfants
- Gestion démocratique et participative



Économie sociale et solidaire (ESS)

L'ESS privilégie l'humain sur le profit, favorise la coopération et promeut la gouvernance démocratique des activités économiques.

Formes d'organisations

- Coopératives agricoles
- Mutuelles de santé communautaires
- Associations de femmes entrepreneurs
- Groupements d'épargne villageois

Innovations sociales

- Monnaies locales complémentaires
- Plateformes numériques communautaires
- Banques de semences paysannes
- Systèmes d'échanges locaux (SEL)

Initiatives réussies en Afrique de l'Ouest

URCBAM - Burkina Faso

Union des coopératives de producteurs de karité certifiée commerce équitable. 7,500 femmes membres ont amélioré leurs revenus de 38% et investi la prime collective dans l'éducation.

RESOPP - Sénégal

Réseau de 30,000 petits producteurs gérant des coopératives d'intrants agricoles, des mutuelles d'épargne-crédit et un système de commercialisation directe.

COOP-CA-SCEB - Côte d'Ivoire

Coopérative cacaoyère équitable ayant investi dans des écoles, centres de santé et infrastructures hydrauliques pour 3,200 familles de producteurs.

Conseils pour les ONG et mouvements sociaux

- ✓ Renforcer les capacités locales pour gérer la certification et l'accès aux marchés équitables
- ✓ Faciliter les alliances entre producteurs pour mutualiser les ressources et augmenter le pouvoir de négociation
- ✓ Développer les marchés locaux et régionaux pour réduire la dépendance aux exportations

Section III – Justice sociale : Introduction

Définition, historique, place dans la société africaine et droits sociaux fondamentaux



Définition

La justice sociale est fondée sur l'égalité des droits pour tous, le respect de la dignité humaine et le droit de chaque être humain de bénéficier du progrès économique et social sans discrimination.

En Afrique de l'Ouest Francophone :

Une vision holistique intégrant les valeurs communautaires, les défis post-coloniaux et les aspirations à l'égalité face aux inégalités structurelles persistantes.



Évolution historique

- Pré-colonial**
Systèmes traditionnels de solidarité, droits collectifs et mécanismes de résolution des conflits par concertation.
- Colonial et post-indépendance**
Lutte contre l'oppression, revendications d'autodétermination et construction d'États-nations équitables.
- Contemporain**
Mouvements sociaux contre les inégalités structurelles, les discriminations de genre et l'accès aux services essentiels.



Place dans la société africaine

- Pilier des réconciliations post-conflits
- Fondement des mouvements sociaux contemporains
- Contre-pouvoir face aux excès politiques
- Intégrée aux plans nationaux de développement

Droits sociaux fondamentaux

- Éducation
- Santé
- Logement
- Protection sociale

Défis spécifiques en Afrique de l'Ouest francophone

- Inégalités persistantes**
Écarts entre zones urbaines/rurales et différenciations socioéconomiques accrues dans l'accès aux services
- Fragilités institutionnelles**
Systèmes de protection sociale insuffisants et vulnérabilités face aux crises (sanitaires, sécuritaires, alimentaires)
- Discriminations structurelles**
Inégalités persistantes basées sur le genre, l'origine ethnique, la religion et le statut économique

La justice sociale en Afrique de l'Ouest est indissociable des luttes pour l'égalité et la dignité, ainsi que de l'accès universel aux droits fondamentaux. Elle représente un pilier essentiel dans la construction de sociétés inclusives et équitables.

Éducation pour tou·te·s et justice sociale

État des lieux des inégalités d'accès et obstacles ruraux/urbains en Afrique de l'Ouest



Diagnostic régional

L'accès à l'éducation en Afrique de l'Ouest Francophone présente des disparités majeures qui compromettent la justice sociale et le développement équitable.

32%

des filles rurales
atteignent le
secondaire

1:80

ratio enseignant/
élèves en zones
rurales

+4h

temps quotidien
pour accéder à
l'école en zones
isolées

Obstacles structurels

- Infrastructures éducatives insuffisantes dans les zones rurales
- Manque de transports scolaires adaptés
- Barrières économiques et coûts indirects (uniformes, matériel)
- Fracture numérique accentuant les écarts urbain/rural

Disparités rurales/urbaines

Taux d'achèvement du primaire

Zones urbaines 83%

Zones rurales 51%

Alphabétisation des jeunes (15-24 ans)

Zones urbaines 76%

Zones rurales 48%

Focus par pays

Écart entre zones rurales et urbaines (en points de pourcentage)

- Mali: **38 pts**
- Niger: **42 pts**
- Burkina Faso: **35 pts**
- Guinée: **31 pts**
- Sénégal: **27 pts**
- Côte d'Ivoire: **29 pts**

Initiatives communautaires et solutions émergentes



Écoles mobiles et radiophoniques

Programmes d'enseignement par radio communautaire atteignant 300+ villages au Mali et Niger



Classes solaires numériques

Équipement de 120 écoles rurales en énergie solaire et matériel pédagogique digital au Sénégal



Modèles communautaires participatifs

Gestion décentralisée impliquant les parents et leaders locaux dans 8 régions du Burkina Faso

"L'égalité d'accès à l'éducation est le fondement d'une justice sociale durable en Afrique de l'Ouest. Chaque enfant non scolarisé représente une opportunité manquée pour le développement régional."

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Genre, diversité et lutte contre les discriminations

Droits des femmes, personnes LGBTI+, handicap et ethnicité en Afrique de l'Ouest



Droits des femmes

Malgré des avancées juridiques notables, les femmes ouest-africaines font face à des disparités persistantes:

- Taux d'alphabétisation des femmes : **54%** contre 74% pour les hommes
- Représentation politique : **15-24%** de femmes parlementaires selon les pays
- Accès au foncier et héritage limité par des pratiques coutumières

Initiatives prometteuses : Protocole de Maputo, loi sur la parité au Sénégal, mouvements féministes régionaux comme FEFAFE et WILDAF



Personnes LGBTI+

Contexte juridique complexe et souvent discriminatoire:

- Criminalisation des relations homosexuelles dans **9 pays** d'Afrique de l'Ouest
- Stigmatisation sociale forte et violence institutionnelle
- Protection juridique insuffisante contre la discrimination

Actions locales : Collectifs et associations communautaires (Queer African Youth Network, Coalition ARC), plaidoyer pour la dépénalisation et contre les discours de haine



Inclusion du handicap

Environ **15%** de la population ouest-africaine vit avec un handicap:

- Faible mise en œuvre des politiques d'accessibilité
- Taux d'emploi inférieur à **20%** pour les personnes handicapées
- Double discrimination pour les femmes handicapées

Avancées : Ratification de la CDPH par la majorité des pays, développement de politiques nationales au Ghana, Sénégal et Burkina Faso



Discrimination ethnique

Dans une région de grande diversité ethnique, des défis persistent:

- Accès inégal aux services publics pour certaines communautés
- Représentation politique déséquilibrée
- Conflits intercommunautaires et dynamiques d'exclusion

Solutions locales : Initiatives de dialogue interculturel, médiation communautaire et promotion de l'équité ethno-régionale dans la fonction publique

Intersectionnalité des discriminations

En Afrique de l'Ouest, les discriminations se superposent et s'amplifient. Une femme rurale, d'ethnie minoritaire, vivant avec un handicap fait face à des obstacles multiples. L'approche intersectionnelle reconnaît ces réalités complexes et permet des stratégies d'inclusion plus efficaces.

Stratégies d'action pour les ONG et activistes

- ✓ **Plaidoyer juridique** : Harmonisation des lois nationales avec les conventions internationales
- ✓ **Mobilisation communautaire** : Approche participative et inclusive des groupes marginalisés
- ✓ **Documentation des violations** : Collecter des données désagrégées pour un plaidoyer fondé sur les preuves

Santé, sécurité sociale et accès aux services de base

Inégalités d'accès et innovations pour la santé en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest Francophone, l'accès aux soins de santé et à la protection sociale reste un défi majeur. Malgré des progrès dans certains domaines, les inégalités persistent entre zones urbaines et rurales, entre genres et classes sociales.

État des lieux des inégalités d'accès



Accès aux soins de santé

Taux de couverture sanitaire en zone rurale

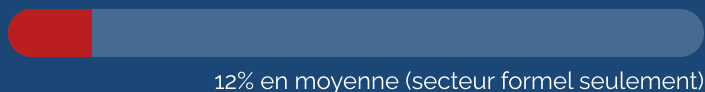


- Distance moyenne au centre de santé en zone rurale : 15-30 km
- Ratio médecin/habitants : 1/10 000 (norme OMS : 1/1 000)



Protection sociale

Population couverte par un système de sécurité sociale

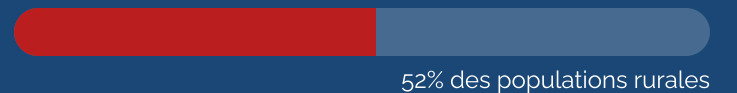


- 80% des travailleurs dans le secteur informel
- Forte vulnérabilité des femmes et jeunes



Services essentiels

Accès à l'eau potable et à l'assainissement



- Fortes disparités régionales (Nord/Sud)
- Impact sanitaire direct (maladies hydriques)

Innovations et initiatives prometteuses

Santé communautaire et mobile

- **Agents de Santé Communautaires** - Extension du réseau de soin au Sénégal et Burkina Faso
- **Télémédecine rurale** - Projet e-Santé au Bénin connectant 36 centres de santé isolés
- **Applications mobiles** - Suivi des grossesses et vaccination au Niger (TondiTarey)

Mutuelles de santé communautaires

- **Système de solidarité villageoise** - Mali et Guinée (couverture de 120 000 personnes)
- **Micro-assurance santé** - Intégration des technologies mobiles de paiement (Togo)

Politiques publiques novatrices

- **RAMU** - Régime d'assurance maladie universelle au Bénin (en déploiement)
- **CMU** - Couverture maladie universelle au Sénégal touchant 45% de la population
- **Gratuité ciblée** - Soins maternels et infantiles gratuits en Côte d'Ivoire

Partenariats public-privé et société civile

- **Pharmacies communautaires** - Accès aux médicaments essentiels à prix réduits
- **Cliniques mobiles rurales** - ONG et secteur privé complétant l'offre publique

Les innovations sociales et technologiques offrent des opportunités pour surmonter les défis structurels et garantir une justice sociale en matière de santé et protection sociale, particulièrement pour les communautés les plus vulnérables d'Afrique de l'Ouest.

Logement, mobilité urbaine et justice sociale

Urbanisation, droit au logement et enjeux de mobilité en Afrique de l'Ouest

56%

Population urbaine en Afrique de l'Ouest d'ici 2030

60%

Habitants des villes vivant dans des quartiers informels

75%

Budget familial consacré au logement et transport

3×

Multiplication de la superficie urbaine depuis 2000



Droit au logement

Accès à un logement abordable, digne et sécurisé comme droit fondamental.

Défis en Afrique de l'Ouest

- Quartiers informels et bidonvilles en expansion
- Expulsions forcées (Abidjan, Dakar, Niamey)
- Spéculation foncière et hausse des loyers
- Accès limité aux services de base (eau, électricité)



Mobilité urbaine

Capacité de se déplacer efficacement dans l'espace urbain à un coût raisonnable.

Enjeux régionaux

- Congestion chronique (Dakar, Abidjan, Lomé)
- Transport informel dominant (taxis partagés, mototaxis)
- Infrastructures insuffisantes pour piétons et cyclistes
- Pollution et impacts sanitaires disproportionnés



Dimension sociale

Équité spatiale et inclusion des populations vulnérables dans le développement urbain.

Inégalités observées

- Ségrégation socio-spatiale croissante
- Femmes et personnes handicapées plus affectées
- Jeunes exclus des opportunités économiques
- Gentrification des quartiers centraux

Initiatives transformatrices

Programme d'habitat social (Sénégal)

Construction de 100 000 logements sociaux d'ici 2025, avec système de crédit adapté aux travailleurs informels et quotas pour femmes cheffes de famille.

Corridors de Bus Rapide (Côte d'Ivoire)

Projet de transport en commun à haute capacité à Abidjan, réduisant les temps de trajet jusqu'à 70% et améliorant l'accès aux emplois pour les habitants des périphéries.

Recommandation pour ONG et activistes : Intégrer les dimensions de logement et mobilité urbaine dans les plaidoyers pour la justice sociale et climatique, en documentant les violations de droits et en promouvant des politiques urbaines inclusives.

Exclusion sociale et groupes marginalisés

État des lieux, causes et stratégies de résilience en Afrique de l'Ouest



État des lieux

L'exclusion sociale reste un défi majeur en Afrique de l'Ouest, entretenue par les facteurs historiques, économiques et culturels.

❗ **67%** des personnes en situation de handicap n'ont pas accès aux services de base au Niger et au Mali.

❗ **48%** des jeunes ruraux sont exclus des opportunités économiques au Burkina Faso.



Groupes particulièrement touchés

- **Femmes rurales** - Privées d'accès aux ressources productives
- **Jeunes sans qualification** - Exclusion du marché du travail formel
- **Personnes en situation de handicap** - Infrastructures inadaptées
- **Déplacés internes** - Conflits et insécurité au Sahel
- **Minorités ethniques** - Discrimination systémique
- **Personnes âgées** - Absence de protection sociale



Causes structurelles

- 🔑 **Juridiques** : Cadres légaux inadaptés ou non appliqués
- 🏛️ **Économiques** : Accès inégal aux ressources et opportunités
- 🎓 **Éducatives** : Disparités dans l'accès au savoir
- 🗣️ **Culturelles** : Normes sociales discriminatoires

Stratégies de résilience et initiatives porteuses

⚖️ Approche basée sur les droits

Plaidoyer pour des législations inclusives et reconnaissance juridique des groupes marginalisés au Bénin et Sénégal.

🤝 Économie sociale et solidaire

Coopératives féminines au Burkina Faso et Mali créant des opportunités pour les groupes vulnérables.

📣 Mobilisation communautaire

Groupes d'entraide et comités de vigilance locaux pour l'inclusion sociale au Niger et en Côte d'Ivoire.

📱 Innovation sociale

Applications mobiles et plateformes numériques inclusives développées au Ghana et au Togo pour atteindre les exclus.

🔍 Étude de cas : Plateforme "Voix des Exclus" au Sénégal

Initiative combinant radio communautaire, groupes WhatsApp et formations professionnelles pour donner une voix aux jeunes sans emploi des zones périurbaines de Dakar. En 3 ans, plus de 2 800 jeunes marginalisés ont bénéficié d'accompagnement et de formation, avec un taux d'insertion économique de 43%.

"La lutte contre l'exclusion sociale nécessite une approche holistique qui reconnaît l'interdépendance entre justice climatique, économique et sociale pour construire des sociétés ouest-africaines véritablement inclusives."

Violences structurelles et justice sociale

Comprendre les violences fondées sur le genre et les réponses communautaires en Afrique de l'Ouest

Violences structurelles : Formes de violence institutionnalisées et normalisées au sein des structures sociales, économiques et politiques, perpétuant les inégalités et discriminations sans nécessairement impliquer des actes de violence directe.

Lien avec la justice sociale : Ces violences représentent des obstacles majeurs à l'accès équitable aux droits fondamentaux et aux ressources pour tous les membres de la société.



Violences basées sur le genre

- **Pratiques néfastes** : Mariages précoces/forcés (30-60% dans certaines régions du Sahel), mutilations génitales féminines
- **Violences économiques** : Inégalités d'accès à la terre, aux crédits et à l'héritage
- **Violence politique** : Exclusion des processus décisionnels et de la représentation politique
- **Violences numériques** : Harcèlement en ligne, diffusion non consentie d'images intimes

Impact sur la communauté

Les violences structurelles affectent le développement socio-économique global en:

- Limitant la participation économique des femmes (perte estimée de 12-25% du PIB régional)
- Perpétuant les cycles intergénérationnels de pauvreté
- Fragilisant la cohésion sociale et la gouvernance démocratique
- Augmentant les coûts des services de santé et protection sociale



Réponses communautaires

Initiatives locales

- "Clubs de maris" au Niger - Engagement des hommes contre les VBG
- Centres d'écoute communautaires (Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire)
- "Badiénou Gox" au Sénégal - Réseau de marraines de quartier
- Tribunaux mobiles pour zones rurales (Burkina Faso)

Systèmes d'alerte précoce

- Applications mobiles de signalement (Sama Voice, Togolaise)
- Réseaux communautaires de protection (Mali, Burkina)
- Formations de para-juristes villageoises
- Collaboration ONG-autorités locales (Bénin, Togo)

🔍 Cas d'étude : Plateforme SHAP au Sénégal

La Synergie Hommes Actifs pour la Protection (SHAP) implique les chefs religieux, notables et hommes influents dans la lutte contre les violences structurelles.

63%

réduction

mariages précoces

450+

leaders

formés

12

communes

participantes

Pour une approche holistique

➡ Réformes juridiques

🏠 Éducation transformative

🤝 Services de soutien intégrés

📣 Mobilisation communautaire

📈 Autonomisation économique

Dialogue social et construction collective des politiques

Mécanismes de plaidoyer, consultation citoyenne et mobilisation participative en Afrique de l'Ouest



Mécanismes de plaidoyer

Stratégies pour influencer les décisions politiques et promouvoir les droits des communautés

- Coalitions inter-associatives régionales
- Campagnes thématiques ciblées (climat, genre, agriculture)
- Production de notes de positionnement
- Mobilisation de personnalités influentes
- Utilisation stratégique des médias locaux



Consultation citoyenne

Approches pour garantir l'inclusion des voix citoyennes dans l'élaboration des politiques

- Forums communautaires délibératifs
- Budgets participatifs municipaux
- Consultations transfrontalières sur les ressources partagées
- Mécanismes locaux de feedback sur les services publics
- Espaces d'expression pour groupes marginalisés



Mobilisation participative

Techniques de mobilisation collective pour l'action sociale transformatrice

- Réseaux d'alerte et de solidarité
- Observatoires citoyens et suivi communautaire
- Festivals et événements culturels engagés
- Plateformes numériques de mobilisation
- Alliances intergénérationnelles

Processus de construction collective des politiques



Identification des enjeux

Par les communautés et organisations locales



Dialogue multi-acteurs

Inclusion des parties prenantes et experts



Co-création de solutions

Élaboration participative de propositions



Institutionnalisation

Adoption et mise en œuvre inclusive

Exemples inspirants d'Afrique de l'Ouest

1

Sénégal : Le budget participatif de Dakar et la plateforme "Voix Citoyennes" permettant aux populations de co-construire les politiques urbaines.

2

Burkina Faso : Les "Espaces de Dialogue Communautaire" qui ont permis l'adoption de politiques inclusives sur la gestion des ressources naturelles.

Rôle des ONG et réseaux d'activistes

Cartographie des réseaux et synergies régionales en Afrique de l'Ouest Francophone

Typologie et impacts des organisations



ONG Régionales

Organisations couvrant plusieurs pays ouest-africains, coordonnant les efforts transfrontaliers sur les trois piliers de justice. Ex: WANEP, WACSO, ROPPA.



Mouvements sociaux locaux

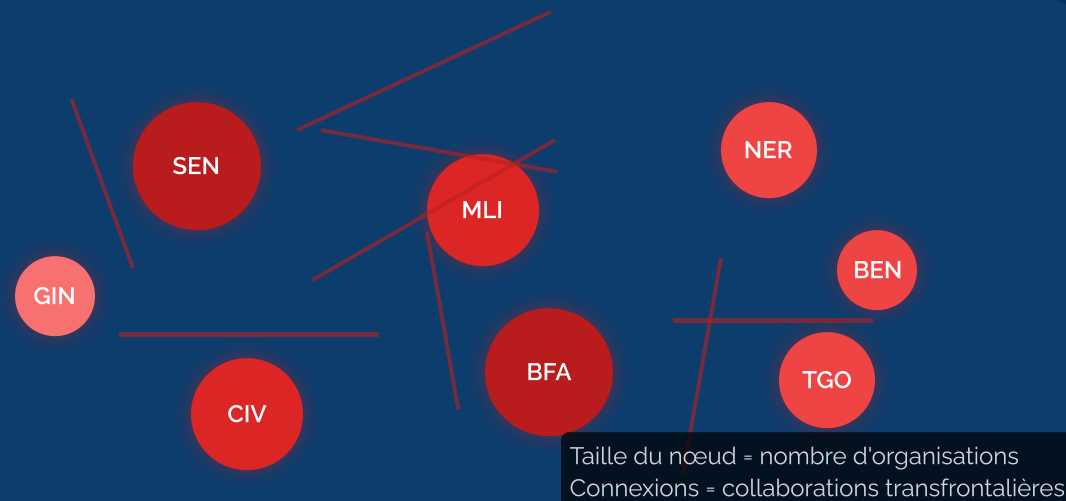
Mobilisations citoyennes autour d'enjeux spécifiques comme Y'en a Marre (Sénégal), Balai Citoyen (Burkina Faso), Tournons La Page (multi-pays).



Réseaux thématiques

Coalitions spécialisées sur climat (PACJA, REDD+ Afrique), économie (AFSA, APESS) ou justice sociale (FEMNET-Afrique, REPAOC).

Cartographie des synergies régionales



Synergies régionales efficaces

- **AFRIQUE-CLIMAT-JUSTICE** : Coalition de 27 organisations dans 9 pays pour le plaidoyer climatique
- **Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits Humains** : Protection des activistes et formation juridique
- **Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA)** : Agroécologie et résistance aux OGM
- **Plateforme Genre et Justice Économique** : Réseautage de 15+ organisations féministes

Succès collectifs et impact régional



Plaidoyer législatif

Adoption de lois sur le climat dans 6 pays ouest-africains (2018-2023) suite aux campagnes coordonnées de la société civile.



Mobilisation sociale

Protection de 250,000 hectares de terres agricoles contre l'accaparement par la coordination entre ONG et communautés.



Dialogue multipartite

Création de plateformes de dialogue permanent dans la CEDEAO entre société civile et gouvernements sur les trois justices.

Les réseaux d'ONG et d'activistes constituent un écosystème dynamique de résistance et d'innovation face aux défis de justice climatique, économique et sociale en Afrique de l'Ouest. Leur force réside dans leur capacité à tisser des solidarités transnationales tout en s'ancrant dans les réalités locales.

Intersectionnalité et stratégies croisées

L'approche intersectionnelle pour une justice inclusive en Afrique de l'Ouest



Concept d'intersectionnalité

Approche analytique qui examine comment différentes formes d'oppressions et discriminations se croisent et interagissent.

Dimensions clés en Afrique de l'Ouest

- Genre, classe sociale et origine ethnique
- Religion et appartenance communautaire
- Âge et handicap
- Localisation géographique (ruralité/urbanité)
- Statut d'autochtone ou de migrant

Approche transversale des trois justices



Justice Climatique

Les femmes rurales sont affectées différemment par les changements climatiques en raison de leur rôle dans l'agriculture de subsistance et la gestion de l'eau.



Justice Économique

Les jeunes en situation de handicap font face à des discriminations multiples dans l'accès à l'emploi et aux services financiers.



Justice Sociale

Les minorités ethniques dans les zones frontalières confrontent des obstacles liés à leur statut, leur langue et leur situation économique.

Études de cas : Stratégies croisées en action

Sénégal : Collectif des Femmes du Delta

Initiative combinant défense des droits fonciers des femmes, adaptation climatique et autonomisation économique dans le delta du fleuve Sénégal. A permis l'accès à 300 hectares pour l'agriculture durable.

Burkina Faso : Alliance Jeunesse et Énergie

Programme intégrant formation professionnelle sur les énergies renouvelables pour les jeunes marginalisés avec microfinancement et participation politique locale.

Apports de l'approche intersectionnelle



Analyse affinée

Comprendre la complexité des réalités vécues par les populations vulnérables



Solutions intégrées

Développer des interventions qui répondent simultanément aux multiples défis



Inclusion renforcée

Ne laisser personne de côté dans les initiatives de développement



Durabilité améliorée

Garantir des changements systémiques et transformateurs à long terme

"L'approche intersectionnelle nous permet de construire une justice véritablement inclusive, qui reconnaît la diversité des expériences et répond aux besoins spécifiques des communautés ouest-africaines."

Justice environnementale et droits humains

Quand la dégradation de l'environnement aggrave les inégalités sociales et économiques



Définition et enjeux

La justice environnementale vise à assurer une répartition équitable des avantages environnementaux et à prévenir la concentration des nuisances chez les populations vulnérables.

Manifestations en Afrique de l'Ouest

- Accès inégal aux ressources naturelles et terres fertiles
- Exposition disproportionnée aux pollutions industrielles
- Vulnérabilité accrue aux catastrophes climatiques
- Déplacement des communautés pour des projets extractifs

Q Cas d'étude : Delta du Niger

Les communautés locales subissent les conséquences des déversements pétroliers : eau polluée, terres agricoles détruites, pêcheries dévastées.

⚠ 60% des mangroves détruites

💧 40% d'eau potable contaminée

Q Cas d'étude : Mines d'or au Burkina Faso

Les communautés rurales affrontent la contamination au cyanure et au mercure, avec des impacts sanitaires graves et une déstructuration sociale.

🏠 Villages déplacés sans compensation adéquate ❤️ ↑ maladies respiratoires et dermatologiques

🔗 Triple impact des injustices environnementales

👤 Impact social

Exacerbation des inégalités existantes entre communautés, fragilisation des liens sociaux et perturbation des modes de vie traditionnels.

💰 Impact économique

Appauvrissement lié à la perte des moyens de subsistance traditionnels, insécurité alimentaire et migration économique forcée.

❤️ Impact sanitaire

Augmentation des maladies liées à la pollution, malnutrition, stress psychologique et traumatismes dans les communautés affectées.

Droits humains et environnement

La dégradation environnementale menace directement plusieurs droits fondamentaux en Afrique de l'Ouest :

💧 Droit à l'eau potable

🍴 Droit à l'alimentation

🏠 Droit au logement

❤️ Droit à la santé

Initiatives émergentes

- Reconnaissance du droit à un environnement sain dans les constitutions nationales
- Litiges stratégiques menés par des ONG ouest-africaines
- Protocoles communautaires pour la gestion durable des ressources
- Réseaux de surveillance citoyenne des pollutions industrielles

"La justice environnementale est devenue indissociable de la lutte pour les droits humains en Afrique de l'Ouest, où les communautés marginalisées subissent de façon disproportionnée les conséquences de la dégradation écologique."

Participation politique, gouvernance et modèle citoyen

Place des sociétés civiles et innovations démocratiques en Afrique de l'Ouest Francophone



Participation politique inclusive

La participation politique inclusive est essentielle pour garantir que les politiques publiques reflètent les besoins et aspirations de tous les segments de la population.

Défis en Afrique de l'Ouest

- Représentation insuffisante des femmes et des jeunes dans les instances de décision
- Obstacles à la participation électorale dans les zones rurales
- Concentration des pouvoirs limitant l'expression citoyenne
- Fracture numérique affectant l'accès à l'information politique



Gouvernance participative

Les mécanismes de gouvernance participative permettent l'implication des citoyens dans la prise de décision et renforcent la légitimité des institutions.

Opportunités émergentes

- Budgets participatifs municipaux (Sénégal, Burkina Faso)
- Consultations citoyennes sur les politiques publiques
- Observatoires indépendants de la gouvernance
- Plateformes numériques de participation citoyenne

Rôle des organisations de la société civile



Veille citoyenne

Surveillance des politiques publiques, observation électorale et lutte contre la corruption



Plaidoyer politique

Mobilisation pour influencer les lois et politiques favorisant la justice sociale et économique



Éducation citoyenne

Renforcement des capacités des communautés pour comprendre et exercer leurs droits civiques

📍 Sénégal : Y'en a marre & Mouvements citoyens

Mobilisation de la jeunesse pour la participation électorale et l'observation des processus démocratiques, évolution vers des plateformes d'éducation civique et de promotion de la gouvernance transparente.

Impact : Augmentation de l'inscription des jeunes sur les listes électorales et engagement citoyen accru.

📍 Bénin & Togo : Initiatives numériques citoyennes

Développement d'applications mobiles permettant aux citoyens de signaler les problèmes de gouvernance locale, de suivre les projets communautaires et de participer aux processus de décision municipaux.

Impact : Amélioration de la redevabilité des autorités locales et de la qualité des services publics.

Innovations démocratiques émergentes en Afrique de l'Ouest

Les radios communautaires, plateformes civiques en ligne, assemblées citoyennes délibératives et mécanismes de consultation des femmes et jeunes transforment progressivement les modèles de participation politique traditionnels vers des systèmes plus inclusifs.

Plaidoyer digital, réseaux sociaux et justice globale

Outils numériques et protection des activistes en ligne en Afrique de l'Ouest



Stratégies de plaidoyer digital

L'usage stratégique des outils numériques pour amplifier les voix des défenseurs de justice climatique, économique et sociale en Afrique de l'Ouest.

Bonnes pratiques

- Développer des narratifs puissants adaptés aux plateformes locales populaires
- Créer des contenus visuels percutants sur les questions de justice
- Construire des coalitions numériques transfrontalières
- Engager les communautés rurales grâce aux technologies mobiles
- Combiner activisme numérique et mobilisation terrain

Cas d'étude : #TaxePasMaVoix

Campagne menée par les activistes sénégalais et burkinabè contre la taxation des services de messagerie vocale et des réseaux sociaux. La mobilisation digitale a généré une pression citoyenne ayant conduit à l'abandon des projets de taxation.

Outils numériques essentiels



Sécurité numérique

Signal, ProtonMail, VPNs



Analyse d'impact

Outils de veille et analytics



Mobilisation

WhatsApp, Twitter, Facebook



Documentation

Ushahidi, Kobo Toolbox

Protection des activistes en ligne

Dans un contexte de surveillance et de répression numérique croissante en Afrique de l'Ouest.

- Techniques d'anonymisation
- Protection contre la surveillance
- Gestion des coupures d'internet
- Lutte contre la désinformation
- Protection identitaire
- Réponse au harcèlement en ligne

⚠ Point d'attention : Les femmes activistes sont particulièrement ciblées par le harcèlement en ligne et les menaces sexistes. Des protocoles spécifiques de protection doivent être développés.

Défis et opportunités spécifiques à l'Afrique de l'Ouest

 **Accès limité :** Coût élevé des données et faible couverture internet en zones rurales nécessitant des stratégies hybrides (radio + numérique).

 **Multilinguisme :** Nécessité d'adapter le contenu aux langues locales au-delà du français pour une inclusion véritable.

 **Mobile-first :** La majorité des utilisateurs accèdent à internet via smartphones, exigeant des contenus adaptés aux petits écrans.

Questions clés & cas pratiques – Justice climatique

Analyse de situations concrètes et stratégies pour l'Afrique de l'Ouest

? Questions fréquemment posées

Comment définir la vulnérabilité climatique spécifique à l'Afrique de l'Ouest ?

La vulnérabilité climatique en Afrique de l'Ouest résulte d'une combinaison de forte exposition aux aléas climatiques (sécheresses, inondations), de dépendance élevée à l'agriculture pluviale et de capacités d'adaptation limitées par les contraintes économiques et institutionnelles.

Quels sont les droits compromis par les changements climatiques ?

Les changements climatiques compromettent de nombreux droits fondamentaux : droit à l'alimentation (baisse des rendements agricoles), droit à l'eau (assèchement des sources), droit à la santé (propagation de maladies), et droit au logement (déplacements forcés).

Comment intégrer le savoir traditionnel dans l'adaptation climatique ?

Les savoirs traditionnels ouest-africains, notamment les techniques agricoles ancestrales, les systèmes de prévision météorologique locale et les pratiques de gestion durable des ressources doivent être documentés, valorisés et intégrés aux politiques climatiques nationales.

🔍 Études de cas concrets

Côte d'Ivoire : Adaptation communautaire dans la région de San Pedro



Face à l'érosion côtière et la salinisation des terres, les communautés ont développé un système innovant de cultures étagées résistantes au sel et des pépinières communautaires de mangroves.

Résultat : Restauration de 300 hectares et augmentation de 25% des revenus des ménages.

Niger : Gestion des crues éclair dans la région de Maradi



Coalition de 15 villages ayant mis en place un système d'alerte précoce aux inondations combinant technologies mobiles et savoirs traditionnels sur les cycles hydrologiques.

Résultat : Réduction de 60% des pertes humaines et matérielles lors des inondations de 2020-2022.

💡 Stratégies efficaces pour la justice climatique

Approche juridique

- Litiges climatiques stratégiques
- Intégration dans constitutions nationales
- Protocoles communautaires contraignants
- Documentation des violations

Approche politique

- Budgétisation sensible au climat
- Plans nationaux d'adaptation inclusifs
- Participation communautaire aux décisions
- Intégration des femmes dans la gouvernance

Approche économique

- Fonds communautaires d'adaptation
- Diversification des moyens de subsistance
- Énergie renouvelable décentralisée
- Assurances indexées sur le climat

Pour les ONG et activistes d'Afrique de l'Ouest, la justice climatique exige une approche intégrée qui reconnaît les vulnérabilités spécifiques de chaque communauté tout en œuvrant à des solutions systémiques adaptées au contexte local.

Questions clés & cas pratiques – Justice économique

Analyse de situations concrètes et stratégies pour l'Afrique de l'Ouest

? Questions fréquemment posées

Comment définir la justice économique dans le contexte ouest-africain ?

La justice économique en Afrique de l'Ouest implique l'accès équitable aux ressources productives, la redistribution des richesses issues des ressources naturelles, et des politiques économiques qui réduisent les inégalités structurelles héritées des périodes coloniales et post-coloniales.

Quels sont les obstacles majeurs à l'inclusion financière des femmes ?

Les obstacles incluent l'absence de garanties (non-propriété foncière), l'analphabétisme financier, les barrières culturelles et légales, le manque d'identité formelle, les produits financiers inadaptés, et la discrimination systémique dans l'octroi de crédits et subventions.

Comment lutter contre l'évasion fiscale qui prive les États de ressources ?

Les stratégies incluent le renforcement des administrations fiscales, la transparence dans les contrats extractifs, l'application de prix de transfert équitables, la coopération régionale fiscale, et la mobilisation citoyenne pour un contrôle démocratique des finances publiques.

🔍 Études de cas concrets

Sénégal : Fonds d'inclusion financière des femmes rurales



Coopérative financière féminine à Thiès utilisant un système hybride de tontines traditionnelles et de microfinance formelle, avec garantie solidaire plutôt que matérielle pour l'accès aux crédits.

Résultat : 12,000 femmes membres, taux de remboursement de 97%, création de 850 micro-entreprises pérennes sur 3 ans.

Burkina Faso : Redistribution des revenus miniers



Initiative "Or équitable" qui alloue 1% des revenus miniers directement aux communautés locales via des comités de développement participatifs, avec budgétisation transparente et contrôle citoyen.

Résultat : Financement de 215 projets communautaires, réduction de 30% des conflits liés aux activités minières depuis 2018.

💡 Stratégies efficaces pour la justice économique

Gouvernance économique

- Transparence budgétaire participative
- Taxation progressive des revenus
- Quotas de marchés publics pour PME locales
- Contrôle citoyen des industries extractives

Transformation structurelle

- Économie sociale et solidaire
- Souveraineté alimentaire
- Coopératives de production
- Chaînes de valeur régionales

Inclusion économique

- Services financiers adaptés aux femmes
- Sécurisation foncière communautaire
- Économie du care valorisée
- Entrepreneurat des jeunes ruraux

Pour les ONG et activistes d'Afrique de l'Ouest, la justice économique doit conjuguer réformes systémiques des modèles macro-économiques et initiatives concrètes renforçant le pouvoir économique des communautés marginalisées.

Questions clés & cas pratiques – Justice sociale

Analyse de situations concrètes et stratégies pour l'Afrique de l'Ouest

? Questions fréquemment posées

Comment mesurer l'exclusion sociale dans le contexte ouest-africain ?

L'exclusion sociale en Afrique de l'Ouest doit être mesurée par des indicateurs adaptés : accès effectif aux services essentiels, capacité décisionnelle des femmes et minorités, alphabétisation fonctionnelle, et niveau d'autonomisation économique des groupes marginalisés.

Quelle est l'articulation entre traditions et droits sociaux ?

La justice sociale en Afrique de l'Ouest implique un dialogue constructif entre valeurs traditionnelles positives (solidarité communautaire, résolution de conflits) et principes de droits humains universels, en reconnaissant les pratiques néfastes tout en valorisant le patrimoine culturel positif.

Comment assurer l'accès à la justice pour les plus vulnérables ?

L'accès à la justice pour les groupes vulnérables nécessite des approches diversifiées : cliniques juridiques mobiles, parajuristes communautaires formés aux réalités locales, procédures simplifiées en langues nationales, et reconnaissance des mécanismes alternatifs de résolution des conflits.

🔍 Études de cas concrets

Sénégal : École inclusive de Thiès pour enfants en situation de handicap



Mobilisation d'une coalition de parents, enseignants et ONG locales ayant développé un modèle d'éducation inclusive avec formation spécialisée des enseignants et adaptation du matériel pédagogique.

Résultat : Intégration de 120 enfants handicapés et adoption du modèle par le ministère de l'Éducation dans 5 régions.

Togo : Mutuelles communautaires de santé pour le secteur informel



Réseau de 18 mutuelles de santé communautaires autogérées par des associations de commerçantes et artisans, avec système de cotisations adaptées aux revenus saisonniers du secteur informel.

Résultat : Couverture santé pour 45 000 personnes précédemment exclues et réduction de 70% des dépenses catastrophiques de santé.

💡 Stratégies efficaces pour la justice sociale

Approche inclusive

- Co-construction des politiques sociales
- Budgétisation sensible au genre
- Services publics adaptés aux handicaps
- Politiques linguistiques inclusives

Approche communautaire

- Renforcement des structures locales
- Leadership des femmes et jeunes
- Initiatives intergénérationnelles
- Protection sociale communautaire

Approche transformative

- Éducation aux droits sociaux
- Masculinités positives
- Entrepreneurat social inclusif
- Technologies accessibles à tous

Pour les ONG et activistes d'Afrique de l'Ouest, la justice sociale doit articuler lutte contre les discriminations et construction de systèmes inclusifs, tout en reconnaissant les liens profonds avec la justice climatique et économique.

Participer aux campagnes et coalitions

Comment s'organiser collectivement pour un impact maximal en Afrique de l'Ouest



Structurer une campagne efficace

- 1 Définir des objectifs SMART**
Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes et Temporellement définis pour assurer le succès des actions collectives.
- 2 Cartographier les parties prenantes**
Identifier alliés, opposants, décideurs et communautés concernées pour orienter les stratégies d'influence.
- 3 Élaborer un récit mobilisateur**
Créer une narration qui résonne avec les réalités locales et inspire à l'action en intégrant les valeurs communautaires.

Exemple : Coalition Eau Bénin

Une alliance de 25 organisations a utilisé une campagne progressive sur 18 mois avec des objectifs intermédiaires clairs pour obtenir la révision de la politique nationale de l'eau.



Construire des coalitions durables

- **Gouvernance partagée** : Structures décisionnelles inclusives et transparentes avec rotation des responsabilités
- **Charte d'engagement** : Clarifier les valeurs communes, règles de communication et mécanismes de résolution de conflits
- **Répartition équitable des ressources** : Assurer que petites et grandes organisations bénéficient de la collaboration
- **Bilans réguliers** : Évaluer les progrès, adapter les stratégies et célébrer les victoires intermédiaires

Témoignage : Forum Justice Climatique du Sénégal

"Notre coalition a survécu 10 ans parce que nous avons créé des mécanismes garantissant que chaque organisation, qu'elle soit urbaine ou rurale, conserve son autonomie tout en œuvrant pour des objectifs communs." - Mariama Sow, Coordinatrice

Bonnes pratiques pour les ONG et mouvements sociaux ouest-africains

Ancrage communautaire

Impliquer les communautés dès la conception des campagnes pour garantir pertinence et légitimité. Respecter les modes traditionnels d'organisation.

Communication adaptée

Utiliser les langues locales et formats accessibles (radio communautaire, théâtre-forum) en plus des outils numériques pour toucher tous les publics.

Plaidoyer multi-niveaux

Combiner interventions au niveau local (chefs traditionnels), national (ministères) et régional (CEDEAO, UEMOA) pour maximiser l'influence.

Cas de réussite : Coalition pour la Justice Économique au Togo (CJET)

Cette alliance de 34 organisations a mobilisé 15 000 personnes dans 7 régions en coordonnant des actions simultanées sur les médias sociaux, dans les communautés et auprès des décideurs. Résultat : adoption d'une loi sur la transparence des contrats miniers et obligation de réinvestir 12% des revenus dans les communautés locales.

Mise en réseau et solidarité internationale

Partenariats Sud-Sud, alliances panafricaines et outils pour l'action collective



Partenariats Sud-Sud

Coopération horizontale entre pays et organisations du Sud global pour le partage des connaissances, ressources et expertises.

Initiatives réussies en Afrique de l'Ouest

- Réseau Ouest-Africain des Défenseurs de l'Environnement (ROADE) - Partage d'expertise entre 8 pays
- Fédération des Associations Féminines d'Afrique de l'Ouest - Plaidoyer transfrontalier
- Programme de formation Sud-Sud sur l'agroécologie entre le Sénégal, Mali et Burkina Faso
- Plateforme d'échange sur la gouvernance des ressources naturelles entre le Ghana et la Côte d'Ivoire



Alliances panafricaines

Réseaux continentaux qui construisent une solidarité à l'échelle africaine pour peser sur les enjeux de justice climatique, économique et sociale.

Sénégal Mali Burkina Faso Niger Bénin Togo Côte d'Ivoire Guinée
Ghana

Réseaux clés

- **African Climate Justice Alliance** - Coordination de plus de 300 OSC
- **Réseau Pan-Africain pour la Justice Fiscale** - Lutte contre l'évasion fiscale
- **Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA)** - Défense des systèmes alimentaires durables
- **FEMNET** - Réseau féministe panafricain pour les droits des femmes



Pratiques exemplaires

- ✓ Approche égalitaire et horizontale
- ✓ Co-construction des solutions
- ✓ Adaptation au contexte local
- ✓ Partage des ressources

Outils pour l'action collective

Plaidoyer & Communication

- 📢 Campagnes régionales coordonnées
- ✍️ Co-rédaction de déclarations
- 🗣️ Traductions militantes collaboratives

Partage de ressources

- 💰 Fonds de solidarité transnationaux
- 📖 Bibliothèques de ressources partagées
- 📍 Cartographie des luttes sociales

Renforcement de capacités

- 👥 Formations entre pairs
- 🔄 Échanges d'expériences Sud-Sud
- 🏛️ Universités populaires régionales

“ La solidarité internationale entre mouvements sociaux d'Afrique de l'Ouest est essentielle pour faire face aux défis transnationaux comme le changement climatique, les injustices économiques et sociales qui dépassent les frontières nationales. ”

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Financement des initiatives et diversification des sources

Stratégies de mobilisation des ressources pour les ONG et mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest



Mécanismes de financements internationaux

- Fonds Vert pour le Climat (GCF) - Projets d'adaptation climatique
- Union Européenne (EIDHR) - Droits humains et démocratisation
- Fondations privées (Ford, Gates, OSF) - Thématiques spécifiques
- Agences bilatérales (GIZ, AFD, USAID) - Programmes sectoriels

Exemple régional : Le consortium d'ONG REPAOC a obtenu 2,3M€ pour un programme triennal sur la justice climatique au Sahel.



Fonds régionaux et nationaux

- Fonds CEDEAO pour le développement social
- Programmes nationaux d'appui aux OSC (Côte d'Ivoire, Sénégal)
- Banque Africaine de Développement - Facilité société civile
- Fonds spéciaux pour l'environnement (FFEM, FEM)

Exemple régional : Au Bénin, le FNEC (Fonds National pour l'Environnement et le Climat) a financé 12 projets communautaires en 2022.



Levées communautaires et cotisations

- Systèmes rotatifs d'épargne et de crédit (tontines)
- Financement participatif adapté au contexte africain
- Événements de collecte de fonds locaux
- Cotisations mensuelles des membres d'organisations

Exemple régional : Au Sénégal, l'initiative "Sama Finances" a mobilisé 15 millions FCFA via un système hybride tontine-crowdfunding pour l'agroécologie.



Mutualisation des ressources

- Consortiums d'organisations pour candidatures communes
- Partage d'infrastructures et de personnels techniques
- Économie circulaire et échanges de services
- Incubateurs d'initiatives à impact partagés

Exemple régional : La Maison de la Société Civile à Niamey (Niger) regroupe 24 organisations partageant locaux, équipements et expertises.



Stratégies efficaces pour la diversification financière

Planification stratégique

Élaborer une stratégie financière sur 3-5 ans pour réduire la dépendance à un bailleur unique et anticiper les cycles de financement.

Générer des revenus propres

Développer des activités génératrices de revenus (formation, consulting, produits éthiques) compatibles avec la mission sociale.

Gestion transparente

Renforcer la gouvernance financière et la redevabilité pour construire la confiance des bailleurs et des communautés.

Outils numériques pour l'action collective

Cartographie des plateformes, sécurité digitale et mobilisation en ligne en Afrique de l'Ouest



Plateformes de coordination

Outils collaboratifs pour connecter les acteurs du changement social

- **Cartographie participative** - Ushahidi, OpenStreetMap pour documenter violations de droits
- **Communication sécurisée** - Signal, ProtonMail pour échanges sensibles
- **Sensibilisation** - WhatsApp, Telegram pour diffusion large
- **Collecte de données** - KoboToolbox, ODK pour suivi terrain

💡 Étude de cas : Bénin

Le réseau "Action Citoyenne Bénin" utilise des groupes WhatsApp cryptés et une plateforme Ushahidi pour documenter et alerter sur les violations des droits environnementaux dans le delta du Niger, contournant ainsi la censure gouvernementale.



Sécurité digitale

Protection des activistes et préservation des données sensibles

Protections essentielles

- VPNs (ProtonVPN, TunnelBear)
- Authentification à 2 facteurs
- Tor Browser & Tails OS

Formations disponibles

- Digital Security Helpline (Access Now)
- Programme SAFETAG
- Formations RFLD (8 pays)



Mobilisation en ligne

Stratégies efficaces pour l'engagement communautaire digital

Tactiques

- Hashtags régionaux
- Contenu multimédia adapté
- Témoignages vidéo
- Infographies partageables

Succès régionaux

- #TaxePasMesMo (Sénégal)
- #FreeTogoDebout (Togo)
- #MaliDebout (Mali)
- #BalanceTonAgro (Côte d'Ivoire)

⚠️ Risques et précautions

🔒 **Surveillance gouvernementale** - Éviter les connexions non sécurisées et utiliser des communications cryptées

👤 **Représailles** - Utiliser des pseudonymes si nécessaire et protéger les identités des personnes vulnérables

🚫 **Coupures d'internet** - Prévoir des stratégies alternatives (radio, SMS) pendant les périodes de restriction

Formation, mentorat & renforcement des capacités

Opportunités régionales, plateformes e-learning et communautés de pratique en Afrique de l'Ouest



Opportunités régionales de formation

- **WACSI** (Institut de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest) - Programmes de formation sur mesure pour les OSC francophones
- **Académie de Leadership du CEDEAO** - Formations en leadership transformationnel pour activistes
- **Centre Africain pour la Justice Climatique** - Ateliers spécialisés sur la mobilisation et le plaidoyer environnemental
- **Programme Jeunes Leaders de l'UEMOA** - Formations certifiantes sur la justice économique et fiscale



Communautés de pratique

- **Réseau FemJustice** - Communauté d'apprentissage entre pairs pour femmes activistes dans 8 pays francophones
- **Cercle des Jeunes Éco-entrepreneurs** - Mentorat croisé et partage d'expériences en économie verte
- **Collectif des Formateurs en Droits Humains** - Ressources pédagogiques partagées et méthodologies adaptées
- **Coalition Justice Climatique AOF** - Webinaires mensuels et forum d'échange permanent



Plateformes e-learning adaptées

- **JusticeConnect** - Plateforme bilingue avec contenu hors-ligne adapté aux contraintes de connectivité
- **YaliWestAfrica** - Cours gratuits sur leadership et engagement civique avec certificats reconnus
- **EcoformationAOF** - Modules spécialisés en agro-écologie et justice climatique
- **TechCivique** - Formation aux outils numériques pour activistes avec adaptation en langues locales



Méthodologies innovantes

- **Pédagogie transformatrice** - Basée sur l'expérience vécue des activistes et problématiques locales
- **Mentorat intergénérationnel** - Connexion entre activistes expérimentés et nouvelle génération
- **Approche multilingue** - Contenu disponible en français, anglais et langues nationales (wolof, bambara, etc.)
- **Ateliers immersifs** - Formation sur site dans les communautés touchées par les injustices climatiques/économiques

Focus : Programme de formation Voix Citoyennes

“ Initiative régionale formant plus de 500 défenseurs des trois justices dans 9 pays ouest-africains francophones depuis 2019. Combinant ateliers présentiels, plateforme en ligne avec contenus téléchargeables, et mentorat personnalisé par des experts régionaux.

"Ce programme nous a donné non seulement des compétences techniques mais aussi un réseau solidaire qui transcende les frontières." — Aminata D., activiste climat, Mali

86%

des participants mènent des actions concrètes après la formation

Évaluation d'impact et pérennisation

Méthodes et outils pour mesurer, évaluer et pérenniser les initiatives de justice en Afrique de l'Ouest



Outils de suivi et évaluation

- Cadres logiques adaptés aux réalités ouest-africaines
- Tableaux de bord et systèmes de suivi participatifs
- Journaux de changement et documentations narratives
- Audits sociaux et environnementaux communautaires
- Applications numériques de collecte de données localisées

Défis spécifiques

Accès limité aux zones rurales, barrières linguistiques, contextes politiques sensibles, et disponibilité restreinte de données de référence fiables en Afrique de l'Ouest.



Méthodes d'évaluation

- Quantitatives
- Qualitatives
- Mixtes
- Participatives

Méthodes quantitatives

- Enquêtes standardisées
- Analyse statistique comparée
- Indices de vulnérabilité
- Mesures des changements de revenus

Méthodes qualitatives

- Entretiens approfondis
- Groupes de discussion
- Cartographie des incidences
- Récits de changements significatifs

Indicateurs de changement social

Justice Climatique

Réduction de la vulnérabilité aux chocs climatiques
Accès équitable aux fonds d'adaptation climatique
Adoption de pratiques agricoles résilientes

Justice Économique

Inclusion des femmes et jeunes aux services financiers
Réduction des inégalités d'accès aux ressources
Augmentation du revenu des petits producteurs

Justice Sociale

Participation des groupes marginalisés aux décisions
Réduction des violences basées sur le genre
Amélioration de l'accès aux services sociaux de base

Études de cas : Pérennisation en Afrique de l'Ouest

Sénégal : Initiative "Suivi Citoyen des Projets Climatiques"

Formation de comités de suivi communautaires utilisant des applications mobiles pour documenter les impacts des projets d'adaptation. Résultat : 40% d'amélioration du taux de réussite des projets sur 3 ans.

Burkina Faso : Approche "Évaluation Économique Participative"

Implication des communautés agricoles dans l'évaluation de la valeur économique des initiatives agroécologiques. Résultat : Augmentation de 30% des investissements locaux dans les projets durables.

Recommandations pour une évaluation efficace en Afrique de l'Ouest



Conception participative

Impliquer les communautés dans la définition des indicateurs et méthodes d'évaluation dès le départ.



Approche adaptative

Prévoir des révisions périodiques des méthodes d'évaluation pour s'adapter aux changements contextuels.



Valorisation des savoirs locaux

Intégrer les systèmes de connaissance traditionnels dans les cadres d'évaluation pour assurer leur pertinence.

Histoires inspirantes et réussites régionales

Success stories d'initiatives locales et témoignages de défenseurs en Afrique de l'Ouest francophone



Initiative de la Grande Muraille Verte

Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso

Projet de restauration des terres arides qui a mobilisé plus de 20 communautés villageoises pour planter des millions d'arbres adaptés à la sécheresse sur une bande de 8.000 km.

Impact : Restauration de 12.000 hectares de terres dégradées, augmentation des revenus agricoles de 30% pour 4.500 familles.



Coalition des Femmes pour l'Eau

Côte d'Ivoire, Bénin

Réseau de 15 associations féminines qui a négocié avec succès l'accès à l'eau potable dans 37 villages et organisé la gestion communautaire des points d'eau.

Impact : Accès à l'eau potable pour 83.000 personnes, réduction des maladies hydriques de 65%, diminution de 2,5 heures/jour du temps consacré à la corvée d'eau.



Électrification Solaire Communautaire

Mali, Burkina Faso

Initiative portée par des jeunes ingénieurs qui ont formé 200 techniciens locaux pour installer et maintenir des mini-réseaux solaires dans 42 villages non connectés au réseau électrique.

Impact : Électrification de 42 centres de santé et 78 écoles, création de 350 emplois directs et indirects dans l'économie verte.



Plaidoyer pour la Justice Fiscale

Togo, Sénégal, Niger

Coalition d'ONG qui a obtenu la révision des contrats miniers et extractifs, aboutissant à une redistribution plus équitable des revenus vers les communautés locales.

Impact : Augmentation de 45% des recettes fiscales locales, financement de 23 écoles et 17 centres de santé dans les zones minières.

"La justice climatique, économique et sociale n'est pas abstraite pour nous - c'est notre réalité quotidienne. Nos communautés démontrent chaque jour qu'avec les bonnes approches et un soutien adapté, nous pouvons transformer les défis en opportunités pour un développement réellement durable."

- Aminata Traoré, activiste malienne pour la justice climatique

Facteurs clés de réussite



Leadership communautaire et gouvernance locale



Alliances stratégiques multi-acteurs



Innovation adaptée aux contextes locaux

Ressources – Justice climatique

Bibliographie, contacts, plateformes et guides pour l'action climatique en Afrique de l'Ouest

Bibliographie essentielle

Rapport de référence

IPCC (2022). « Impacts des changements climatiques en Afrique de l'Ouest: Vulnérabilités et adaptations », Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 6ème rapport.

Publications régionales

Konaté, A. et Diallo, M. (2021). « Justice climatique et mouvements sociaux au Sahel », Éditions CODESRIA, Dakar.
Réseau WASCAL (2023). « Cartographie des risques climatiques en Afrique de l'Ouest », Université de Lomé.

Articles de recherche

Faye, S. et Ouédraogo, L. (2022). « Gouvernance climatique et inégalités de genre dans le Sahel », Revue Africaine de Développement Durable, 8(2), pp. 78-95.

Plateformes web

Suivi et données

- [AfriClimateWatch.org](#) - Données climatiques locales
- [SahelData.org](#) - Impact agricole et migrations
- [WASCAL Climate Explorer](#) - Modèles prédictifs régionaux

Réseaux et mobilisation

- [PACJA West Africa](#) - Alliance panafricaine pour la justice climatique
- [AfricaAdapt.net](#) - Partage de connaissances
- [GreenVoicesAfrica](#) - Témoignages et plaidoyer

Organisations et contacts

ENDA Energie (Sénégal)

Réseau leader sur les énergies renouvelables et justice climatique
✉ contact@endaenergie.org

JVE - Togo

Jeunes Volontaires pour l'Environnement - Mobilisation jeunesse
✉ coordination@jvetogo.org

WASCAL (Burkina Faso)

Centre de recherche sur le climat et formations avancées
✉ info@wascal.org

RFLD (Bénin)

Réseau des Femmes Leaders pour le Développement
✉ contact@rflddenin.org

Guides pratiques

Guide du plaidoyer climatique

Manuel pour les ONG d'Afrique de l'Ouest sur les techniques de plaidoyer pour la justice climatique - PACJA/ENDA (2022)

Boîte à outils : Agriculture résiliente

Techniques agroécologiques adaptées aux conditions sahéliennes - FAO/CILSS (2023)

Manuel: Évaluation participative des risques

Méthodologie pour les communautés vulnérables - CARE/RFLD (2021)

Outils en ligne gratuits



Climate Risk Watch

Cartographie participative des risques climatiques



GHG Calculator

Mesure d'impact carbone adaptée à l'Afrique de l'Ouest



AgriClimate App

Application mobile d'alertes climatiques pour agriculteurs



West Africa Climate Stories

Bibliothèque de témoignages vidéo sous-titrés

Ces ressources sont régulièrement mises à jour. Pour accéder aux versions les plus récentes, consultez la plateforme RFLD : www.rfldhub.org/climate-resources

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Ressources – Justice économique

Bibliographie, contacts, plateformes et guides pour la justice économique en Afrique de l'Ouest



Bibliographie essentielle

Rapports de référence

Banque Africaine de Développement (2023). « Inégalités économiques et développement inclusif en Afrique de l'Ouest », Rapport sur le développement économique en Afrique.

Publications régionales

Cissé, F. et Touré, M. (2022). « Économie informelle et protection sociale dans les pays de l'UEMOA », Éditions L'Harmattan, Paris.

Réseau ROPPA (2023). « Agriculture familiale et souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest », Ouagadougou.

Articles de recherche

Bamba, N. et Diop, A. (2021). « Finance inclusive et entrepreneuriat féminin au Sahel », Revue Ouest-Africaine d'Économie et de Gestion, 9(3), pp. 112-135.



Organisations et contacts

ROPPA (Burkina Faso)

Réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest

✉ secretariat@roppa-afrique.org

APESS (Régional)

Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel

✉ info@apess.org

REJEFAC (Régional)

Réseau des jeunes pour l'économie verte en Afrique centrale

✉ coordination@rejefac.org

Social Watch Bénin

Observatoire des politiques économiques et sociales

✉ socialwatch@socialwatchbenin.org



Guides pratiques

Guide de l'entrepreneur social

PDF

FR

Manuel pour créer et développer une entreprise sociale viable en Afrique de l'Ouest - RENAPESS/RIPESS (2021)

Boîte à outils : Finance inclusive

PDF

FR/EN

Guide pratique pour l'accès aux services financiers pour les femmes entrepreneures - ONU Femmes/CEDEAO (2022)

Manuel: Justice fiscale pour le développement

PDF

FR

Méthodologie pour le plaidoyer sur la fiscalité équitable - Tax Justice Network Africa (2023)



Plateformes web

Données économiques

- [AfricaEconomyData.org](https://africaneconomydata.org) - Indicateurs économiques régionaux
- [UEMOA Stats](https://uemoa-stats.org) - Statistiques de l'Union économique
- [WestAfrica Invest](https://westafricainvest.org) - Portail d'investissement éthique

Réseaux et mobilisation

- [ROPPA](https://roppa.org) - Réseau des organisations paysannes
- [RENAPESS](https://renapess.org) - Réseau national d'économie sociale et solidaire
- [Tax Justice Network Africa](https://taxjusticenetworkafrica.org) - Justice fiscale



Outils en ligne gratuits



MicroFinance Toolkit

Simulateurs de microcrédits et gestion financière



Business Plan Builder

Modèles adaptés aux entreprises ouest-africaines



Market Access App

Prix des marchés agricoles et alertes commerciales



Coop Network Hub

Mise en réseau des coopératives régionales

Ces ressources sont régulièrement mises à jour. Pour accéder aux versions les plus récentes, consultez la plateforme RFLD : www.rfldhub.org/economic-resources

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Ressources – Justice sociale

Bibliographie, contacts, plateformes et guides pour l'action sociale en Afrique de l'Ouest

Bibliographie essentielle

Ouvrages de référence

Diallo, F. et Sow, A. (2022). « Droits sociaux et mobilisations citoyennes en Afrique de l'Ouest », Éditions L'Harmattan, Paris.
Touré, M. (2021). « Justice sociale et mouvements féministes ouest-africains », Éditions Présence Africaine.

Publications régionales

OSIWA (2023). « État des droits sociaux en Afrique de l'Ouest : Défis et perspectives », Open Society Initiative for West Africa, Dakar.
UNOWA (2022). « Inégalités sociales et instabilité en Afrique de l'Ouest », Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

Articles académiques

Konaté, I. et Traoré, B. (2023). « Éducation inclusive et justice sociale au Mali et au Niger », Revue Africaine des Sciences Sociales, 12(3), pp. 45-67.
Amoah, K. et Diop, C. (2021). « Le droit à la santé dans les politiques publiques d'Afrique francophone », African Journal of Health Rights, Vol. 8, pp. 112-130.

Plateformes web

Observatoires & Données

- [ObservatoireDroitsSociaux.org](#) - Veille sur les droits sociaux
- [WestAfricaHealthIndex.org](#) - Indicateurs d'accès aux soins
- [EduMap-Africa.org](#) - Cartographie de l'éducation

Communautés & Mobilisation

- [AfricaSocialMovements.org](#) - Réseau d'activistes
- [FemmesMobilisation.org](#) - Plateforme féministe régionale
- [YouthVoicesWA.org](#) - Plaidoyer jeunesse

Organisations et contacts

WILDAF (Togo/Régional)

Réseau de promotion et protection des droits des femmes
✉ secretariat@wildaf-ao.org

UIDH (Burkina Faso)

Union Interafricaine des Droits de l'Homme
✉ contact@uidh.org

Social Watch (Bénin)

Suivi des engagements sociaux des gouvernements
✉ contact@socialwatch-benin.org

CAEDHU (Sénégal)

Centre Africain d'Études des Droits Humains
✉ caedhu@gmail.com

Guides pratiques

Guide méthodologique : Audit social PDF FR

Techniques d'évaluation des politiques sociales pour les ONG et collectivités - OSIWA/RFLD (2022)

Manuel : Protection sociale universelle PDF FR/EN

Guide de plaidoyer pour l'accès universel à la protection sociale en Afrique de l'Ouest - OIT/RFLD (2023)

Boîte à outils : Budgétisation sensible au genre PDF FR

Techniques d'analyse et d'élaboration de budgets publics inclusifs - PNUD/ONU Femmes (2021)

Outils en ligne gratuits



Social Justice Index

Outil de mesure des inégalités sociales par région



InclusionCheck

Autoévaluation d'inclusion sociale pour les organisations



EduRight App

Application mobile d'accès aux droits éducatifs



CoalitionBuilder

Plateforme de coordination pour mouvements sociaux

Ces ressources sont régulièrement mises à jour. Pour accéder aux versions les plus récentes, consultez la plateforme RFLD : www.rfldhub.org/social-justice-resources

Glossaire – Définitions essentielles

Vocabulaire clé, termes juridiques et concepts militants expliqués de manière accessible



Justice climatique

Adaptation climatique

Processus d'ajustement aux effets présents ou attendus des changements climatiques, visant à en atténuer les conséquences néfastes ou à en exploiter les opportunités bénéfiques.

Dette climatique

Concept désignant la responsabilité des pays industrialisés envers les pays du Sud, notamment africains, qui subissent les conséquences du changement climatique sans en être les principaux émetteurs.

Résilience climatique

Capacité des communautés et écosystèmes à anticiper, absorber, accommoder ou se remettre des effets d'un phénomène climatique dangereux, tout en préservant leurs structures fondamentales.

Déplacement climatique

Migration forcée de populations en raison de changements environnementaux liés au climat rendant leurs territoires inhabitables (inondations, sécheresses, montée des eaux, etc.).



Justice économique

Accaparement des terres

Acquisition contestée de grandes étendues de terres agricoles par des entreprises ou États étrangers, souvent au détriment des communautés locales et de la souveraineté alimentaire.

Économie sociale et solidaire (ESS)

Ensemble d'activités économiques à finalité sociale, mises en œuvre par des organisations poursuivant des objectifs d'utilité collective plutôt que la maximisation du profit.

Finance éthique

Système financier intégrant des considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans les décisions d'investissement, incluant la microfinance et les tontines en Afrique de l'Ouest.

Souveraineté alimentaire

Droit des peuples à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles, privilégiant les productions locales et les méthodes écologiques pour assurer l'autonomie alimentaire.



Justice sociale

Intersectionnalité

Concept décrivant comment différentes formes de discrimination (genre, race, classe, etc.) peuvent se combiner et créer des systèmes d'oppression uniques et complexes pour certains groupes sociaux.

Éducation transformative

Approche pédagogique visant à développer la conscience critique des apprenants sur les structures sociales inégalitaires et à les outiller pour devenir acteurs du changement.

Discrimination structurelle

Formes de discrimination enracinées dans les structures sociales, les institutions et les normes culturelles qui désavantagent systématiquement certains groupes sans nécessairement relever d'actions individuelles.

Capacitisme

Système d'oppression qui discrimine les personnes en situation de handicap et privilégie les personnes valides en considérant leur expérience comme la norme.



Termes juridiques et concepts militants

Plaidoyer

Action

Processus visant à influencer les politiques publiques et décisions d'allocation des ressources pour défendre une cause ou protéger les droits de groupes spécifiques.

Principe de précaution

Juridique

Principe selon lequel l'absence de certitude scientifique ne doit pas retarder l'adoption de mesures de protection face à un risque de dommage grave ou irréversible.

Litige stratégique

Juridique

Action en justice intentée dans le but de créer un changement social plus large, au-delà du cas individuel, en établissant des précédents juridiques importants.

Mobilisation

Action

communautaire

Processus par lequel les membres d'une communauté s'organisent collectivement pour identifier leurs besoins et agir pour améliorer leur situation sociale, économique ou environnementale.



Concepts transversaux aux trois justices

Buen vivir / Bien-vivre

Vision holistique du développement équilibrant besoins humains et limites planétaires

Écofascisme

Idéologie autoritaire instrumentalisant l'écologie pour justifier exclusion et violence contre certains groupes

Transition juste

Approche garantissant que les transitions écologiques et économiques soient socialement équitables

Savoirs endogènes

Connaissances traditionnelles et ancestrales des communautés africaines sur leur environnement

Liste des partenaires et réseaux ressources

Organisations, réseaux et coalitions engagés pour la justice climatique, économique et sociale en Afrique de l'Ouest

RFLD - Organisation coordinatrice

Réseau des Femmes Leaders pour le Développement

Organisation panafricaine de premier plan œuvrant pour l'autonomisation des femmes et la justice sociale, basée au Bénin avec une présence régionale en Afrique de l'Ouest.

 www.rfld.org  contact@rfldbenin.org

Principaux domaines d'action

-  Justice climatique
-  Justice économique
-  Justice sociale
-  Droits des femmes
-  Formation
-  Plaidoyer

Partenaires locaux et régionaux

- ENDA Energie**
 Sénégal
Environnement et climat
- WASCAL**
 Burkina Faso
Recherche climatique
- JVE**
 Togo
Jeunesse environnementale
- FUPRO**
 Bénin
Agriculture durable
- AEDD**
 Mali
Développement durable
- RAEDD**
 Niger
Énergie durable
- AFAC**
 Côte d'Ivoire
Agriculture et climat
- CIRD**
 Guinée
Inclusion et droits
- HRAC**
 Ghana
Droits humains

Réseaux ONG et plateformes

- PACJA Afrique de l'Ouest**
 Régional
Alliance panafricaine pour la justice climatique - Section Afrique de l'Ouest
Présent dans 8 pays francophones
- ROPPA**
 Régional
Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
13 pays membres
- REPAOC**
 Régional
Réseau des plateformes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre
Coordination société civile
- WANEP**
 Régional
Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix
Prévention conflits environnementaux

Coalitions internationales

- Climate Justice Alliance**  Mondial
Réseau mondial axé sur les solutions climatiques communautaires et la transition juste.
- Tax Justice Network Africa**  Continental
Coalition pour la transparence fiscale et la mobilisation des ressources domestiques.
- FEMNET**  Continental
Réseau de développement et communication des femmes africaines.
- CIVICUS**  Mondial
Alliance mondiale pour la participation citoyenne et l'espace civique.

Pour rejoindre notre réseau de partenaires ou pour plus d'informations sur les collaborations en cours, veuillez contacter : reseaux@rfldbenin.org

Remerciements et encouragement à l'action

Ensemble pour la justice climatique, économique et sociale en Afrique de l'Ouest



Célébration des défenseurs

Ce MOOC célèbre l'engagement extraordinaire des défenseurs des trois justices qui œuvrent quotidiennement en Afrique de l'Ouest, souvent face à d'immenses défis.

"Les véritables héros de notre temps sont ces hommes et femmes qui, dans nos communautés, construisent un avenir plus juste sans attendre que le changement vienne d'ailleurs."

Nous honorons particulièrement :

- Les femmes leaders communautaires en première ligne des changements climatiques
- Les jeunes innovateurs proposant des solutions locales face aux défis globaux
- Les organisations paysannes défendant les modèles agricoles durables
- Les activistes urbains mobilisés pour l'équité économique et l'inclusion sociale



Remerciements

Ce MOOC a été rendu possible grâce à la contribution de nombreux partenaires et individus engagés pour la justice en Afrique de l'Ouest.

Coordination et contenu

- Équipe de formation du RFLD
- Experts thématiques régionaux
- Communautés partenaires

Soutien institutionnel

- BMZ et GIZ
- Réseaux nationaux et régionaux
- Organisations communautaires



Appel à l'engagement

La connaissance n'est qu'une première étape. C'est par l'action collective et solidaire que nous pourrons construire des sociétés plus justes et résilientes en Afrique de l'Ouest.

Partagez ce MOOC et ses ressources

Organisez des sessions de visionnage collectif dans vos communautés ou structures.

Rejoignez les réseaux régionaux

Connectez-vous aux mouvements existants pour amplifier votre impact.

Adaptez les outils à votre contexte

Chaque situation est unique - personnalisez les approches à vos réalités locales.

Documentez et partagez vos succès

Vos victoires, même modestes, inspirent et ouvrent la voie à d'autres.



Mot de conclusion

Les crises climatique, économique et sociale qui frappent l'Afrique de l'Ouest ne sont pas une fatalité. Elles sont le résultat de choix et peuvent être transformées par d'autres choix - les nôtres, collectivement.

Notre vision :

Une Afrique de l'Ouest où justice climatique, économique et sociale se renforcent mutuellement pour permettre à chaque personne et communauté de vivre dignement en harmonie avec son environnement.

"Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin."
- Proverbe africain

Contacts & Coordonnées

Restez connecté·e avec notre réseau et poursuivez votre engagement



Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)

Emails

ADMIN@RFLGD.ORG

PROGRAMS@RFLGD.ORG

Site web

www.rflgd.org

Téléphone

+2290162537480

Adresse

Porto Novo, Bénin

Partenaires

**Ministère fédéral
allemand de la**

 **Coopération économique
et du Développement
(BMZ)**

 www.bmz.de

**Deutsche Gesellschaft für
Internationale
Zusammenarbeit (GIZ)
GmbH**

 www.giz.de

À propos de l'initiative

L'Initiative Afroféministe pour le Développement des Droits Humains en Afrique de l'Ouest Francophone (AIHRDFWA) est mise en œuvre par le Réseau des femmes leaders pour le développement (RFLD) et financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), avec le soutien de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

